

Le Monde

idées

RÉGIONALISMES

CORSE : en finir avec les clans

par
F. DE CASABIANCA (*)

Après la clochardisation de l'économie, la condamnation à mort de la société rurale montagnarde et de la culture corse, ce qui est présenté aux Corses comme perspective sociale, c'est l'exil et la lésion.

Voilà bien ce qu'on offre aux jeunes Corses aujourd'hui. Comment s'étonner qu'ils ne l'acceptent pas ? Et quelles perspectives présente l'opposition ?

Depuis les élections générales de 1975, les listes, les syndicats (C.F.D.T., F.O.) et les mouvements autonomistes ont fait le diagnostic. Il fallait une profonde réorientation de la politique économique (abandon du tourisme comme axe du développement, rééquilibrage de l'agriculture et développement industriel, nouvelle politique de transport), sociale (loi du retour) et culturelle.

Naturellement, ce redressement ne peut être opéré sans un « atout particulier » qui permette des dispositions adaptées et une « auto-gestion régionale ».

Certes, le parti socialiste, qui venait de se détacher d'une stratégie radicale aux options et méthodes pour le moins incertaines, se trouvait un peu isolé. Il est aujourd'hui pratiquement rejoint sur ses positions par le P.C. Il est vrai aussi que la désunion de la gauche, compromettant les possibilités de changements décisifs, a renvoyé à une date indéterminée de telles perspectives.

Or la situation corse se dégrade chaque jour et l'irréversible s'installe déjà.

Les ratés de l'opposition légale (dont font partie les autonomistes) sont-ils suffisants pour expliquer qu'aujourd'hui la jeunesse s'ait plus fol en l'action légale et que l'engagement au F.L.N.C. apparaisse le plus crédible pour elle ? Non. La raison déterminante est la perversion fondamentale de l'expression démocratique, qui rend dérisoire toute tentative de s'affirmer en dehors d'une alliance avec l'un des clans : c'est-à-dire la compromission. Sans accuser tous les élus d'être des « mafiosi », on doit reconnaître avec les meilleurs d'entre eux qu'il y a des engrainements dans lesquels on est forcément entraîné pour obtenir certains crédits ou « pour compenser la fraude de l'adversaire ».

Et en vertu de ce cercle à double jeu, on se retrouve avec

n'y avait rien à redire des élections en Corse, et lui, Giscard, se portait caudon de ces désignations des « seuls réels représentants du peuple corse, ses seuls interlocuteurs ». Ils lui renverront l'ascenseur en 1981, n'en doutons pas, mais à quel prix ? Quelle responsabilité a-t-il prise ? Il est extrêmement grave d'écouter ainsi la jeunesse corse consentir à se poser la question d'un engagement dans la voie violente : car il est des possibilités d'efficacité par l'exercice démocratique qui n'existent plus, beaucoup d'engagement dans la voie violente sans même se demander si elle peut être efficace, simplement en se disant que la justice est de leur côté.

Pour la justice — dont nos compatriotes savent très bien qu'elle ne se confond pas avec la loi, — il est toujours trouvé des hommes et des femmes qui se sont engagés sans regarder les risques encourus, et en brisant des forces infiniment plus puissantes. On n'arrête pas quelqu'un en le menaçant de mort s'il a déjà accepté cette perspective. Et quels arguments efficaces reste-t-il à ceux qui ont toujours plaidé le recours aux procédures légales ?

Voilà à quelles extrémités peut conduire cette intolérance méprisante du pouvoir, des milieux d'affaires qui s'implémentent, des élus misérables accrochés à leurs sièges de privilèges.

Et si demain la jeunesse corse va à la boucherie, on saura qui l'a envoyée.

(*) Secrétaire fédéral de Haute-Corse du parti socialiste.

GASCOGNE : la revendication du respect

par ROBERT ESCARPIT

Il a fallu beaucoup de provocations et d'outrages pour que le jacobinisme fût senti se lever, puis se révolter en lui le Gascon que je n'ai jamais cessé d'être.

Je ne rends rien de cette ironie rigoureuse, de ce patriotisme exigeant qui sont mon héritage républicain. Je rends comme mes compatriotes ceux qui les ont dégradés au point d'en faire les instruments d'une oppression sournoise, d'un égoïsme médiocre, d'un mépris qui a des relents de racisme.

« Voulez-vous encore être français ? » demandait récemment dans le titre d'un livre un journaliste connu. Je lui retourne la question : « Tenez-vous vraiment à ce que nous soyons toujours français ? »

Si vous y tenez vraiment, alors débarrassez-vous du poids économique, politique, culturel de ce Paris qui pèse sur nos épaules. Sinon, c'est nous qui nous redresserons et ferons cultiver le prestigieux parasite.

Ce n'est pas l'algèbre qui me fait parler. Jean Cau disait naguère des provinciaux qu'ils méditent de Paris par dépit de n'y avoir pas réussi. Puisse Rastignac être de mon pays, je ne le rendrai pas non plus, mais je rappellerai à sa descendance dégradée que c'est précisément parce qu'il voulait « réussir » à

meilleur compte qu'il avait quitté sa province. Roger Caillols me disait un jour qu'à Paris la cohue des ambitions écrase les valeurs et que la fausse monnaie y chasse la bonne. En province, où l'on est moins nombreux, il est plus difficile de trier : on cache plus aisément ses petites misères dans une foule que dans un groupe restreint.

Avant quelque expérience de la « réussite » et fort peu de considération pour elle, ce n'est pas de l'algèbre que m'inspire Paris, mais de la colère.

Je n'insistai pas, tant le procès est facile, sur le monologue confus de l'intelligentsia parisienne, de ses nègres et de ses valecs, qui accaparent tous les moyens de communication. On l'écoute de moins en moins en France et presque plus à l'étranger, mais le monopole usurpé doit jouter ce bavardage couvrant la voix de cette France dont Pierre Vianzon-Fonté rappelait, peu avant sa mort, qu'elle n'a pas de raisons d'être modeste. Malheureusement, on lui interdit de le savoir et on le cache au reste du monde.

C'est une France multiple, aux identités et, parmi elles, l'identité gasconne en vaut bien une autre. Elle vaut mieux même que beaucoup d'autres, à en juger

par tout ce qu'elle a versé de courage, de talent, d'esprit, de cœur et surtout d'humilité savante à la marmitte nationale, où Paris mitonne ses insipides panades. Il est temps qu'elle se revendique pour elle-même.

Nous qui n'avons jamais été entièrement délivrés de la condition coloniale, même quand, au dix-huitième siècle, le pouvoir parisien achetait la fidélité de notre bourgeoisie importée en lui donnant le privilège du trafic d'esclaves, nous dont ce même pouvoir, au vingtième siècle, entretenait l'économie dans un état calvaire de dépendance en perpétuant les anciennes iniquités sociales et en favorisant les nouvelles, nous qui n'avons droit à la parole ni à notre radio, ni à notre télévision, nous dont on veut tuer la langue et ignorer la culture, pourquoi accepterions-nous de nous noyer dans l'anonymat d'une Aquitaine technocratique ancrée sur ces « métropoles d'équilibre » qui sont autant de têtes de pont pour l'occupant ?

Je ne crois ni à la région Aquitaine, ni à l'Occitanie indépendante. Copier en petit les structures de l'État-nation ou y insérer comme un rouge docteur c'est également renoncer au droit à la différence. Médocains, Gironnais du Bas-Pays, Landes, de la Grande Lande, Chalosse, Gersois, Béarnais de la Ribère, Aspois, Ossalois, Bigourdans, nous sommes tous différents les uns des autres, mais tous issus des mêmes métissages, de la même histoire. Cousins des Basques, dont notre langue — « parler clair » ou « parler noir » — porte la trace séculaire, nous sommes l'autre branche de ces Gascons dont César, déjà, constatait la diversité.

Pour le moment, nous ne revendiquons que le respect. Nous avons assez apporté à la France pour tenir à elle, mais il ne dépend pas de nous que cet attachement se perpétue ou se dégrade. Demain, peut-être, viendra le temps où l'un ne pourra plus contenir les autres. Mais si le souhaite, mais si c'est le seul moyen de se faire entendre, alors, face à Paris et à ses Cours de sûreté, nous serons tous Basques, nous serons tous Corses, nous serons tous Bretons.

SAVOIE : utopie d'aujourd'hui, réalité de demain

par BRUNO JEANMART (*)

Il est un problème que les partis politiques n'aiment pas aborder, ou même évincer purement et simplement de leurs discours, c'est bien celui du régionalisme. Ambigu, souvent difficile à cerner dans ses nombreuses modalités et englobant sous un même terme différentes idéologies politiques, le régionalisme, ou du moins les revendications régionalistes, apparaît aujourd'hui comme un des domaines où se catalyse et se circonscrit ce qu'on appelle, depuis bien longtemps, le droit à la différence. Recherche d'une identité, d'une mémoire collective, d'un fonds culturel spécifique, il

constitue, avec bien d'autres, un de ces lieux maudits par l'ordre du discours politique. Pourquoi ?

La réponse, il faut le reconnaître, est loin d'être simple. Après le dix-neuvième siècle des législateurs, réduit au silence dans la première moitié du XX^e par les deux grands conflits mondiaux, le régionalisme apparaît aujourd'hui à beaucoup, comme une idéologie soit devant être laissée à la « critique romanesque des souris », soit allant à l'encontre du « sens de l'histoire ». Pris à l'intérieur de cette antinomie, il

ne fait souvent plus figure que de mouvement fragmentaire, voire incohérent ; ou encore, il est radicalement rejeté dans les sphères de l'utopie. Il s'agit là, somme toute, d'une réaction habituelle et bien connue devant un phénomène que les instances politiques dirigeantes ne peuvent ni maîtriser ni intégrer à leur propre logique.

En effet, face à un nivellement progressif de la vie politique française, le régionalisme s'ins-

(*) Membre du Mouvement Région Savoie.

crit et s'insinue radicalement contre cet état de fait et répond à ce processus implacable d'uniformisation par la revendication d'un droit intangible à la différence. Contretemps de l'histoire ou, plus simplement, naissance ou renouveau d'une approche plus authentique des problèmes quotidiens ? Les deux sont peut-être ici intimement liés. Bien sûr, il reste et il restera toujours l'accumulation, un peu facile, d'utopies. Mais, même si celle-ci était fondée, n'oublions pas, à la lumière des fébriles enseignements de l'histoire, que l'utopie d'aujourd'hui se retrouve très souvent être la vérité du lendemain.

Un voyage vers l'Asie

(Suite de la première page.)

Qui ne se sentirait ce soir — et à cet endroit — posé à la jointure exacte du planisphère où craquent quelques articulations essentielles ? En face, sur l'autre rive du chah, ce sont les émirats aspiés — incongruité de l'histoire, pokers menteurs du développement — posés sur le sable comme des mirages. Leur bruyant écho parvient jusqu'ici sous la forme de programmes de télévision en couleurs et de pêcheurs arabes choyés par le chah, logés gratuitement sur les derniers de l'empire. Les programmes télévisés, qu'on regarde pendant des heures ici, fuyant la fournaise du dehors — qui incendie littéralement l'île de 10 heures à 18 heures, — sont

cote à cote. Dubaï ou Bahrein, en revanche, ne sont pas si larges de la main, — c'est « very nice ». Quelque chose comme le « pied ».

Depuis le début de la révolution islamique, plusieurs îles du Golfe, toujours disputées entre la Perse et ses voisins arabes, aux populations mélangées, se trouvent à la plume de deux grands choix antagonistes. Les émirats du Golfe, multinationaux, pleins de nez permanents aux contribuables d'Europe qui les arment bon gré mal gré, ont choisi la voie d'une occidentalisation panique. On connaît Des Hilton et des Cadillac sur du sable, mais aussi des ressortissants gâtés, pressés de ressembler tous aux membres à part entière de la « Jet Society ». En clair, cela signifie que mes « pêcheurs de perles », arabes, rencontrés ici, regardent avec dédain mon Pentax. Celui du souk local est beaucoup plus moderne et disponible en « free tax ». La métropole iranienne, au contraire, saisie par la révolution islamique, entend tourner le dos à cette consommation pécheresse, au « suicide d'une culture musulmane dans les gâteaux et la licence importée d'Occident ». Posée au point de rencontre de ces deux philosophies de l'histoire, la petite île de Kish résume donc, à son corps défendant, tous les grands débats qui agitent la région et ébranlent quelques gouvernements entre Bagdad et Damas. Elle est située, en outre, entre les deux lèvres de ce détroit fantastique, dont le simple blocage mettrait toute l'Europe à genoux. Qu'Ormuz ferme la bouche, et nous étouffons.

Les mollahs extrémistes et les Palestiniens qui les conseillent désolés à Téhéran rêvent parfois tout haut de bloquer Ormuz — pour peser sur l'Occident et vaincre Israël. Tant pis si tous les chantiers s'arrêtent en Iran en même temps que les raffineries d'Abadan et d'ailleurs. En perdant

Une étrange rencontre

Les ressortissants arabes de l'île, au contraire, lorgnant vers leurs émirats d'origine, regardent avec satisfaction défilier les pétroliers en route vers Rotterdam. Sur place, ce soir, autour du souk, cela donne cette étrange rencontre entre trois mollahs, en toque noire et grand manteau, et les pêcheurs marchands du village. Nouveaux représentants de la puissance souveraine, un peu compassés, les trois mollahs, en visite du soir, laissent sur leur passage un sillage d'obséquiosité qui n'en pense pas moins. Mon voisin immédiat, un doigt sur la tempe, exprime d'ailleurs assez clairement son sentiment global.

Comme le hasard fait bien les choses, il se trouve que cette île oubliée, qui m'abri-

de l'« occupation » de Kish. Cette intranquillité met en fureur les deux ou trois techniciens dépêchés par Téhéran pour valider sur les installations électroniques de l'île, notamment celles du relais de télévision capable de couvrir une bonne partie du Proche-Orient. Discours de l'un d'eux, qui se morfond dans un bungalow de vacances : « Kish était une île du chah, c'est entendu. Ceux qui en étaient responsables ont volé des millions de toman. C'était un symbole de l'injustice, de la dictature et du mépris des pauvres, bien sûr. C'était même une incarnation de l'immoralité, d'accord. N'empêche que ce luxe inouï, qui représentait des milliards, a été payé avec de l'argent du peuple iranien. L'architecture est plutôt réussie et il reste un fabuleux matériel moderne utile à mon pays. Alors nous jeter tout cela à la mer sous prétexte que c'est l'œuvre des Pahlavi ? Alors nous bazarons tout ce qui a été fait de neuf dans le pays depuis trente ans sous prétexte qu'un dictateur américain était au pouvoir ? Regardez le camp moderne sur lequel vous êtes assis. Il vaut plusieurs milliers de vos francs. Un mollah, l'autre jour, m'expliquait qu'on pouvait fort bien s'asseoir par terre et céder cette « chose » à n'importe quel. Voilà le genre de folie que je n'accepte pas. »

Dans la modeste arène de Kish, crevant la canicule, à 1500 kilomètres de Téhéran — ce qui est très loin — le débat fait rage. Les relations sont chaque jour, plus agressives entre les deux partis. Quelques lignes marginales qu'il n'y paraît. Ramenées à ses arguments de base, c'est bien la même divergence qui oppose, dans tout l'Iran, le « parti religieux » aux deux ou trois millions d'Iraniens trop occidentalisés pour accepter le retour au Moyen Âge des minarets. Les premiers sont majoritaires, les seconds indispensables au pays. Téhéran hésite encore...

JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD.
(A suivre.)
(Voir le Monde depuis le 3 août.)

L'ÉTÉ C'EST FAIT POUR VIVRE INTENSÉMENT.

Alberto Moravia
Desideria
384 pages.

En interviewant l'héroïne Desideria, le romancier veut peindre notre époque dans tous ses déchirements et propose ainsi « une approche sensuelle de la réalité ». Un roman impitoyable.



FLAMMARION
L'ÉTÉ C'EST FAIT POUR LIRE.

TRAVERS LE MON

Le Monde

étranger

EN ROUMANIE

Bucarest rejette sur ses voisins socialistes la responsabilité de la confusion créée par les mesures sur la vente de l'essence

De notre correspondant en Europe centrale

Vienna. — La « guerre de l'essence » entre la Roumanie et ses partenaires du Comecon continue. Le jour même où la délégation roumaine, qui se trouvait depuis le dimanche 5 août à Bucarest pour négocier un arrangement avec les responsables du pays « frère », rentrait à Budapest, l'agence (Agence de presse roumaine) s'en est prise à « certaines agences étrangères » et à « certains de ses collaborateurs » en publiant l'opinion publique.

Sont visées par cette critique les agences des pays socialistes et tout particulièrement M.T.I., l'agence hongroise qui est notamment citée. Les journaux hongrois ont eux aussi, dans le camp socialiste, qui ont de loin accordé le plus de crédit à la décision roumaine de faire désormais payer en devises « fortes » l'essence aux touristes étrangers. Certains journaux ont même publié des photos de files de voitures bloquées à la frontière. Comme l'avait déjà fait le 2 août le ministère roumain du tourisme, l'agence rejette sur les autres pays communistes la responsabilité de la confusion provoquée aux frontières par l'entrée en vigueur, le 1^{er} août, des nouvelles dispositions.

L'agence assure que des propositions

de réglementation avaient été transmises dès le 26 juillet aux pays en question mais que ceux-ci n'y ont pas donné suite. Elle réplique en outre l'accusation selon laquelle la Roumanie, en agissant comme elle l'a fait, aurait violé les accords existants. Ce reproche n'a aucun fondement, affirme l'agence, puisqu'il n'existe pas de convention d'accord concernant le paiement en devises non convertibles de carburants que la Roumanie importe en payant en devises libres. Passant à la contre-attaque, l'agence accuse à son tour la partie hongroise d'avoir pris récemment des mesures qui sont en contradiction avec l'accord existant entre nos pays.

« Des propositions inacceptables »

A l'appui de son accusation, l'agence cite la décision du gouvernement hongrois d'exiger, depuis le 15 juin dernier, le paiement par les touristes étrangers d'une sorte de taxe de circulation, dont le reçu doit être obligatoirement présenté pour l'achat de carburant. C'est cette taxe que les autorités hongroises ont décidé, le 2 août, en guise de rétorsion, de faire payer en dollars aux seuls poids lourds et véhicules officiels roumains.

Du côté hongrois, on objecte qu'il n'y a guère de commune mesure entre l'introduction d'une taxe payable au départ en forcé et applicable aux véhicules de toutes nationalités, et la décision de la Roumanie de faire désormais payer en devises occidentales les achats d'essence sur son territoire par les touristes étrangers. Car, comme on l'a vu, ajoute-t-on, cette mesure revient à pénaliser les seuls touristes des pays socialistes, qui, en règle générale, ne peuvent légalement détenir des devises occidentales. Quant aux propositions de Bucarest demandant aux pays socialistes de compenser les achats d'essence de leurs ressortissants en Roumanie, on assure du côté hongrois qu'elles ne sont pas « moralement » acceptables. « Si, définitive, c'est nous qui paierons la note, étant donné le faible trafic touristique individuel des Roumains à l'étranger », nous a dit un diplomate.

Un danger d'isolement

De fait, la délégation commerciale hongroise rentrée mardi à Budapest, après deux jours de négociations, a constaté que la Roumanie, serait restée très ferme dans son refus de la nouvelle réglementation. Et, comme l'entêtement roumain n'est pas réciproque, les résultats de cette mission sont des plus minces. Son seul succès est d'avoir obtenu la poursuite des conversations dans les prochains jours à Budapest.

Cette affaire alourdit en tout cas le contentieux roumano-hongrois, déjà existant en raison du problème de la forte minorité magyar de Transylvanie. Une défiance dans cette question avait pourtant permis de manifester ces derniers temps avec l'ouverture, à Cluj, d'un consulat hongrois retardé depuis deux ans.

Sur le plan commercial, la querelle, qui oppose la Roumanie à ses partenaires socialistes, illustre de façon presque caricaturale les limites auxquelles se heurtent les échanges de biens à l'intérieur du Comecon en raison de la non-convertibilité des monnaies. Car ce que Bucarest estime aujourd'hui valable pour l'essence pourrait l'être demain aux yeux de ses partenaires du Comecon pour d'autres marchandises également « fortes ». Il est connu, par exemple, que les pays socialistes vendent à leurs partenaires du Comecon des machines fabriquées sous licence occidentale obtenant ainsi généralement un prix plus bas que s'ils les vendaient à l'Ouest.

D'une façon peut-être inconnue, la Roumanie pourrait être gagnée dans une voie paradoxale. Géographiquement elle est contrainte à un minimum de coopération avec ses voisins socialistes, dont la bonne volonté est nécessaire pour le transit de ses marchandises. Déjà en juin dernier, à la trentième session du Comecon, M. Verdet, le premier ministre roumain, s'était plaint des retards survenus dans ce transit. Dans le climat d'animosité actuel un tel grief trouvera assurément encore davantage d'importance. L'indépendance à laquelle aspire tellement la Roumanie doit-elle obligatoirement s'accompagner d'un relatif isolement ?

MANUEL LUCBERT.

EN U.R.S.S.

Les « Izvestia » accusent « les services secrets occidentaux » d'avoir assassiné en Suisse un diplomate soviétique

De notre correspondant

Moscou. — Les Izvestia, le quotidien du gouvernement soviétique, n'ont pas la réputation de donner dans le sensationnalisme facile. L'article qu'ils viennent de consacrer, mercredi 8 août, sur une demi-page, au décès d'un diplomate soviétique en Suisse n'en est pas moins surprenant. Les Izvestia accusent en effet « les services secrets occidentaux » d'avoir assassiné Leonid Pantchenko, avec la complicité plus ou moins évidente de certains services suisses. Selon le quotidien du soir, Leonid Pantchenko, trente-deux ans, fonctionnaire de l'Organisation internationale du cacao, était arrivé de Londres le 1^{er} avril afin de participer à une conférence à Aarau (canton d'Argovie). Le 7 avril, son cadavre était découvert dans la baignoire de sa chambre d'hôtel. L. Pantchenko avait les veines tranchées. Selon les Izvestia, la police suisse a conclu à un suicide, conclusion contre laquelle le journal s'élève violemment.

L'auteur de l'article (qui affirme ne pas être un spécialiste en affaires criminelles) énumère en effet une longue liste de faits bizarres, voire contradictoires. Le diplomate soviétique, arrivé le 1^{er} avril, n'a pas assisté aux travaux de la conférence ; ses

blessures (sept sur un poignet, six sur l'autre) étaient trop profondes pour qu'il ait pu les pratiquer lui-même ? Pantchenko, qui se servait habituellement d'un rasoir électrique, s'est donné la mort avec une lame de rasoir, et la police suisse n'en a pas retrouvé l'emballage ? sa chambre était en désordre, son passeport diplomatique avait disparu (il n'a été renvoyé à l'ambassade soviétique à Berne que dix jours plus tard). Les autorités judiciaires suisses ont de plus procédé à une autopsie sans attendre l'arrivée de deux diplomates et d'un médecin soviétique, et les organes de la victime ont disparu. Or, une nouvelle autopsie, à Moscou cette fois, aurait permis aux experts soviétiques de découvrir des traces d'alcool et de LSD dans le corps de la victime. Enfin, toujours selon le journaliste des Izvestia, le diplomate avait déjà attiré à Londres, l'intérêt des services secrets occidentaux, et l'agent chargé personnellement de l'approcher l'aurait vraisemblablement suivi en Suisse.

Conclusion : le diplomate soviétique a été tué d'une « façon monstrueuse » et « on ne peut pas, dans notre pays, ne pas réagir avec colère et indignation ». Et les Izvestia de s'interroger : la Suisse est-elle encore un lieu « convenable » pour servir de siège à des organisations internationales, notamment celles qui dépendent de l'ONU ?

Cet article souève au moins trois questions : tout d'abord, comment se fait-il que les Soviétiques, dont on connaît le sens de l'organisation et la protection des frontières, aient laissé leurs diplomates et leurs délégués à l'étranger ne se soient pas inquiétés de l'absence de leur

envoyé à une conférence internationale ? Ensuite, pourquoi le gouvernement soviétique a-t-il attendu quatre mois avant de révéler cette affaire ? Enfin, en quoi un jeune spécialiste du marché international du cacao pouvait-il intéresser des services secrets, au point, selon la thèse soviétique, d'être assassiné dans la baignoire d'une chambre d'hôtel suisse ?

(Interim.)

[Cette version de la mort de M. Pantchenko a été qualifiée, mercredi 8 août, par le porte-parole du département fédéral de justice et de police, de « simple absurdité ». Cette affaire est néanmoins prise au sérieux en Suisse, nous indique notre correspondant, car on craint qu'elle ne porte atteinte aux rapports traditionnels courtois entre la Confédération et l'Union soviétique.]

Selon sa mère

LA SANTÉ D'ANATOLE CHITCHARANSKI S'EST « GRAVEMENT DÉTÉRIORÉE »

Moscou (A.F.P.). — La santé d'Anatole Chitcharanski s'est « gravement détériorée », ont déclaré à Moscou sa mère, Mme Milgram, et son frère, Léonid, après avoir été autorisés, pour la première fois, à lui rendre visite, lundi 8 août dans sa prison de Tbilissi, à un millier de kilomètres à l'est de la capitale. Selon sa mère, le jeune dissident juif, condamné le 14 juillet 1978 à treize années de détention pour « espionnage », se sentait « méconnaissable » : il serait très amaigri et souffrirait de troubles de la vue qui l'empêchent de lire plus d'une demi-heure sans éprouver de violents maux de tête. Au cours de cet entretien de deux heures avec ses proches, Anatole Chitcharanski a indiqué qu'il partageait la même cellule que Victor Piskunov, le catholique lituanien condamné le même jour que lui à dix années de détention, et qu'il leur était interdit de salonger pendant la journée. Depuis son arrestation, en mars 1977, Anatole Chitcharanski n'a reçu que deux de nombreuses lettres que lui adressées sa femme, émigrée en Israël. Son moral, a estimé sa mère, reste cependant bon.

M. André Sekharov a indiqué d'autre part, mercredi 8 août à Moscou, que deux chauffeurs d'origine allemande, MM. Repp et Neuen, tiennent d'être condamnés à deux ans de prison par un tribunal de Frunze (Kirghizie) pour avoir demandé à rejoindre leur famille en République fédérale. A la suite de l'intervention du kgb, où il travaille, M. Neuen a bénéficié du sursis. Les deux hommes avaient été arrêtés le 12 juillet avec vingt-quatre autres personnes d'origine allemande, dont six ont été condamnées pour « hooliganisme » à des peines de dix à quinze jours de prison.

EN ITALIE

LE PRÉSIDENT CARTER SE FÉLICITE DE LA PERTE D'AUGUSTO DU P.C.I.

Le président Carter, s'adressant le mardi 7 août à Baltimore à un cercle d'Américains d'origine italienne, « Les Plus Italiques », a déclaré : « Je suis très satisfait du résultat des dernières élections italiennes, parce que la part communiste a diminué. J'espère que l'influence communiste diminuera encore lors de la prochaine consultation électorale. » Le président Carter doit se rendre en Italie au printemps prochain pour une visite officielle avant de participer à Venise au sommet des pays industrialisés.

A Paris, dans l'« Humanité », M. Yves Moreau écrit ce jeudi 9 août au sujet des déclarations de M. Carter : « L'immigration flagrant. Rien n'autorise le président américain à s'exprimer en haut d'un avenir politique dont les Italiens doivent être libres de décider en toute souveraineté. »

EN ESPAGNE

Un Parlement catalan sera élu au suffrage universel

L'accord entre le gouvernement de Madrid et les partis catalans sur un statut d'autonomie de la Catalogne est accueilli avec satisfaction à Barcelone. A Madrid, de nouvelles mesures de sécurité contre le terrorisme ont été adoptées par le gouvernement pendant qu'un nouvel attentat a coûté la vie à un garde civil le mercredi 8 août au Pays basque.

De notre correspondant

Madrid. — Les Catalans sont désormais aux portes de l'autonomie. Après trois semaines de négociations épuisantes, le 19 juillet, le Parlement catalan et les représentants du gouvernement de Madrid se sont accordés, le mardi 7 août, sur la rédaction définitive du statut d'autonomie de la Catalogne (le « Monicleu » du 9 août). Le texte a été transmis à la commission constitutionnelle du Congrès qui disposera de cinq semaines pour se prononcer. Le statut devra ensuite être soumis à un référendum populaire et être approuvé dans chacune des quatre provinces catalanes : Barcelone, Gérone, Lérida et Tarragone.

L'accord du 7 août a été préparé par de multiples entretiens entre M. Adolfo Suarez et les dirigeants des trois grands partis catalans : M. Joan Reventós (Parti socialiste de Catalogne, P.S.C.-P.S.O.E.), Jordi Pujol (Convergence démocratique de Catalogne, C.D.C.) et Gerardo Lopez Balaguer (Union du peuple de Catalogne, U.P.C., communiste). En voyage officiel au Brésil depuis le 5 août, M. Suarez était resté en contact téléphonique avec les négociateurs. Tous s'accordent à reconnaître que le statut actuel implique une autonomie plus large que celle dont la Catalogne a bénéficié de 1932 à 1934.

Le statut précise que « la langue catalane est officielle en Catalogne, comme l'est aussi le castillan ». Le Parlement catalan sera élu au suffrage universel tous les quatre ans, les provinces étant les circonscriptions électorales (le découpage devra donner à l'un ou l'autre des deux listes de élections législatives du 1^{er} mars dernier, une majorité de la gauche au sein du futur Parlement. Les cent trente-cinq parlementaires éliront le président de la Généralité qui « dirigera et coordonnera » le gouvernement catalan, après conseil exécutif.

La Catalogne disposera d'une police autonome « dont le commandement suprême sera assuré par la Généralité ». Un comité de sécurité composé de représentants de la Généralité et du gouvernement de Madrid assurera la coordination entre la police locale et les forces de sécurité de l'Etat. Ces derniers ne pourront intervenir qu'à la requête de la Généralité ou du comité de sécurité. « En cas d'urgence », Madrid conservera toutefois toutes ses prérogatives en matière d'ordre public.

A TRAVERS LE MONDE

Chili

● M. ANDRÉS PASCAL ALLENDE, neveu de l'ancien président du Chili et secrétaire général du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR), se trouve clandestinement au Chili, selon des sources proches du pouvoir. Le dirigeant du MIR, mouvement clandestin dont les membres ont été pourchassés par le régime militaire, mais dont quelques éléments demeurent actifs, s'est trouvé mêlé, le 5 août, à un affrontement avec les forces de l'ordre dans la banlieue de Santiago, au cours duquel un membre du MIR a été abattu, déclare l'agence nationale d'information. D'autre part, le MIR a lancé, le mercredi 8 août, à Rome, un appel à la « solidarité internationale » en faveur d'un journaliste chilien, M. Cesar Flores, et de l'une de ses compatriotes, Mme Ana Luisa Penabaz, qui auraient été arrêtés le 5 août, près de Santiago. — (A.F.P.)

Madagascar

● LA FÉDÉRATION MALGACHE DE LA FONCTION PUBLIQUE a déclaré, mardi 7 août, un mouvement de grève pour s'opposer à certaines dispositions du nouveau statut des fonctionnaires concernant les modalités du classement hiérarchique dans l'administration. Le radio malgache a

qualifié ce mouvement revendicatif de « manifestation impudique de sabotage préjudiciable à l'économie nationale ». — (A.F.P.)

Mexique

● LA CATHÉDRALE D'OAXACA A ÉTÉ OCCUPÉE, le mercredi 8 août, par des membres du comité national pour la défense des prisonniers politiques, dont trente représentants sont installés, depuis le 3, à l'ambassade de Suisse à Mexico. Le nouveau groupe de protestataires réclame la libération de dix-sept prisonniers politiques de l'Etat d'Oaxaca. Les participants ont entrepris une grève de la faim. Cependant, à Mexico, la situation semblait dans l'impasse, ce jeudi 10 août, après une déclaration du secrétaire d'Etat à l'intérieur menaçant d'expulser les occupants de l'ambassade helvétique. — (A.F.P.)

Suisse


● L'EXTRÉMISTE OUBST-ALLENDE GABRIELLE KROCHER-TIRDEMANN sera extradée en R.F.A. mais pas avant 1980, a décidé le Tribunal fédéral suisse. Il estime qu'elle doit auparavant avoir purgé au moins les deux tiers de la peine de quinze ans de prison qui lui a été infligée en juin 1978 pour avoir gravement blessé deux douaniers helvétiques. — (A.F.P.)

Yougoslavie

● TREIZE PERSONNES ONT ÉTÉ CONDAMNÉES POUR ATTEINTE À LA SURETÉ DE L'ÉTAT, le mercredi 8 août à Sabac (Serbie), à des peines allant de dix-huit mois à six ans de prison. Les condamnés, dont l'identité n'a pas été révélée par les autorités, étaient accusés de port d'armes illégales et d'avoir projeté de commettre des actes de terrorisme. Ils feraient partie d'une organisation clandestine, le Mouvement yougoslave pour l'Europe, qui aurait des liens avec des milieux de l'émigration. — (A.F.P., Reuters.)

Zimbabwe-Rhodésie

● M. NKOMO, co-président du Front patriotique, a rejeté, mercredi 8 août, l'idée que les prochaines élections dans son pays soient supervisées par la Grande-Bretagne, comme cela a été décidé lors de la conférence du Commonwealth à Lusaka. Dans une interview à la B.B.C., il a estimé que Londres ne « pouvait être à la fois juge et partie ». D'autre part, Amnesty International a informé mercredi des parlementaires américains de l'exécution d'au moins dix-sept personnes détenues à la prison centrale de Salisbury. M. Downey, représentant démocrate de l'Etat de New-York, a demandé confirmation de ces accusations au premier ministre, l'évêque Muzorewa. — (A.F.P.)



The magazine that tells you everything you always wanted to know about Paris in French

The Weekly for Froggies in English
PLEASE CHECK THE BOX THAT APPLIES

FRANCE	AIRMAIL
One year (50 Issues)	190 F (env. 60 F)
One year (418 F)	

Name _____
Address _____
City _____ Postal Code _____

Please make check or money payable to Société d'Éditions Venzel
50, Avenue Daumesnil 75012 Paris (France)

ASIE

AFGHANISTAN

Les tribus contre Marx

III. — Le « non-alignement » sans l'indépendance

de notre envoyé spécial JEAN DE LA GUÉRIÈRE

Confronté à une rébellion qui contrôle des provinces entières et fait régner l'insécurité sur 80 % du territoire, le gouvernement soviétique de Kaboul n'a pas les moyens d'appliquer les mesures sociales qu'il avait annoncées. De plus en plus isolé sur le plan intérieur, il se livre à une répression sanglante (« le Monde » des 7 et 8 août). Notre envoyé spécial évoque, dans un dernier article, les relations qu'entretient avec l'étranger un régime dont la survie dépend de l'aide militaire de l'U.R.S.S.

Kaboul. — Avant d'accéder à l'âge où le premier ministre, M. Amin, va nous accorder une interview, nous sommes — avec le correspondant de l'A.F.P. à Islamabad et trois autres journalistes, Allemand, Indien et Pakistanais — soumis à une fouille corporelle minutieuse par les gardes du corps. Le premier ministre quitte son bureau, sur lequel trône un médaillon de Lénine, et s'assoit à une table autour de laquelle ont déjà pris place quatre journalistes soviétiques sans doute dispensés de la fouille. Derrière nous sont assis quelques personnages, présents en principe pour consigner par écrit les propos de M. Amin, pourtant enregistrés sur magnétophone. Manifestement, la confiance ne règne pas, fût-ce à

l'égard de journalistes, dont le numéro deux du régime se déclare persuadé qu'ils sont « honnêtes », après un petit exposé sur la nécessité d'une information « objective ».

Assis à côté de M. Amin, nous songeons que cet homme à l'aspect de bourgeois tranquille — costume bleu à gilet, cravate marron — n'est pas un homme bien dangereux (quand il sortira de la résidence où il nous reçoit, les soldats, balafistes pointés sur les passants, feront évacuer les trottoirs par crainte d'un attentat). Très vite, il est clair que l'interview n'est qu'un prétexte pour répéter tout ce qu'on peut lire dans la presse officielle. Les questions précises sur les exécutions, l'ampleur de la rébellion, sont éludées. Les journalistes soviétiques sont d'ailleurs là pour occuper le terrain et poser des questions « constructives » sur le plan quinquennal et la production agricole. L'un d'eux s'adresse directement en russe à M. Amin, qui lui répond dans la même langue.

Le régime, explique le premier ministre, ne travaille que pour le bien du peuple, qui lui est « favorable à 98 % », parce que 98 % de la population appartient à la classe des travailleurs. A l'écoute de ce « discours de béton », on ne peut s'empêcher de s'interroger sur la sincérité de celui qui le tient.

Cent Mig à Kandahar

Parmi les pays que la presse accuse de soutenir les « brigands » opérant en Afghanistan à partir de l'étranger, y a l'Égypte, la Chine, les États-Unis, l'Arabie Saoudite, et surtout l'Iran et le Pakistan. M. Amin a des mots particulièrement durs, et pas toujours dénués de fondement,

contre « les leaders fanatiques de l'Iran, qui se servent de la religion et des fins politiques ». En revanche, quand il parle du soutien apporté « aux criminels appelés réfugiés politiques » vivant au Pakistan, il n'accuse pas nommément le gouvernement d'Islamabad mais les « milieux

réactionnaires » pakistanais. L'Afghanistan, qui reçoit une importante aide militaire soviétique, a-t-il l'intention d'adhérer au pacte de Varsovie ? demandons-nous à M. Amin. Réponse : « Nous faisons partie du mouvement des non-alignés. Le président Taraki se rendra en personne au prochain sommet de La Haye pour défendre les intérêts de l'empire soviétique. C'est le raison pour laquelle nous ne voulons pas nous intégrer à quelque bloc militaire que ce soit ».

Mais que pourrait ajouter une adhésion formelle ? L'Afghanistan est totalement dépendant de l'U.R.S.S. dans la mesure où le régime ne se maintient que grâce à son aide militaire en matériel et en hommes. Ce sont des pilotes soviétiques pour la plupart qui ont réduit le 5 août, la mutinerie de Kaboul. Ce sont des aviateurs venus d'U.R.S.S., et portant souvent l'uniforme de leur armée, qui décollent de la base de Begram pour des missions de bombardement sur la frontière pakistanaise. A Kandahar, un voyageur digne de foi vient de l'étranger, algérien, dit Mig. Ce sont aussi des fantassins soviétiques qui tombent, de plus en plus nombreux, dans des embuscades dont ils sortent parfois affaiblement mutilés, nes et oreilles coupées. En contrepartie, les gouvernements afghans des provinces ont des « doubleurs » soviétiques qui exercent en fait l'autorité à leur place. Des unités militaires étrangères, en mission dans le Nord, racontent que pour mener à bien certaines affaires il faut s'adresser à des officiers supérieurs soviétiques.

On entend souvent dire que les

Soviétiques se sont fourvoyés en Afghanistan comme les Américains le furent au Vietnam et qu'ils y rencontreront les mêmes difficultés. On assure aussi, dans les milieux diplomatiques de Kaboul, qu'ils cherchent une partie de sortie, conscients que leurs soldats engagés en Afghanistan ont un moral de plus en plus bas. Il nous semble cependant hautement spéculatif d'affirmer, comme nous l'avons entendu, que le Kremlin est déjà sensible au « mécontentement de l'opinion » à cause des morts ramené en U.R.S.S. L'opinion en U.R.S.S. n'a sans doute pas le même poids que celle du peuple américain pendant la guerre du Vietnam.

Moscou, avant de découvrir peut-être que tout est perdu, bénéficie dans l'immédiat des difficultés du régime qui doit s'en remettre chaque jour davantage à ses alliés. En raison de l'évolution de l'Iran, les Soviétiques ont encore plus de raisons de vouloir contrôler l'Afghanistan au moment de l'installation du gouvernement révolutionnaire. La victoire de la rébellion serait certainement remportée au bénéfice des religieux de Téhéran en même temps qu'au profit du Pakistan.

Les rebelles les plus nombreux et les plus efficaces tiennent les régions du Pakistan où ils disposent de bases arrière. Ce sont aussi les plus mis. Mais des musulmans de la région de la frontière iranienne. Cette région est aussi le théâtre de petites batailles entre les douaniers afghans et des paysans armés qui font passer clandestinement leurs troupeaux de moutons en Iran où ils en obtiennent un meilleur prix.

En juin, un dignitaire religieux afghan, déclaré à l'A.F.P. à Téhéran que la rébellion entend renverser le président Taraki « avant l'hiver ». Selon ce religieux chiite, au moins six formations musulmanes — sunnites et chiites — sont engagées dans la lutte : le parti islamique, la Ligue islamique, le Mouvement islamique, le Front de libération afghan, le Rasad (éclair) et le Nasr (victoire).

Malgré leur inféodation à l'U.R.S.S., M. Taraki et Amin continuent à rechercher l'aide étrangère à condition qu'elle ne soit pas « liée ». Cette aide s'est élevée depuis un an à 130 millions de dollars : 50 millions venant de la Banque mondiale, 30 millions de la Banque asiatique de développement (BAD) et la plus grande partie du reste du fonds de Sowet et d'Abou-Dhabi pour les pays en voie de développement.

Il est fort possible que la Banque mondiale réduise ses engage-

ments, sous la pression des États-Unis. Bien qu'elle soit accusée de complicité avec les rebelles, l'Arabie Saoudite, apparemment soucieuse de ne pas jeter totalement Kaboul dans le camp soviétique, fournit des fonds par l'intermédiaire de la Banque islamique de développement, dont elle est le principal actionnaire avec les pays du Golfe. Cette banque a promis un crédit de 9 millions de dollars pour la création d'une station terrestre de communications par satellite, dont l'Afghanistan a bien besoin.

Parmi les pays occidentaux, la R.F.A. fournit encore quelques dons, mais elle a pris une décision politique en rappelant ses cadets de l'école de police, notamment dans le domaine des transmissions. Certains Allemands estimant que c'était là « un investissement particulièrement rentable » (le même « investissement » avait été fait en Éthiopie révolutionnaire), mais le Bundestag a estimé qu'il était inopportuniste de continuer à se faire des amis dans la police d'un tel régime.

De bonnes affaires pour la France

La France ne fait aucun don à Kaboul mais n'a pas à se plaindre du régime révolutionnaire sur le plan des affaires. Sous le roi et le président Daoud, la coopération culturelle était très appréciée par les élites francophones, alors nombreuses, mais celles-ci préféraient passer leurs commandes chez les Allemands ou les Américains. Il n'en va plus de même aujourd'hui. « Je crois que nous bénéficions de la présence des Soviétiques. Ceux-ci n'ont pas les Allemands et les Français dans leur pays », nous dit, avec quelque candeur, le représentant d'une firme française.

L'Afghanistan va donc acheter plusieurs dizaines de camions Berliet, paysés avec les fonds de la BAD et de la Banque mondiale. La France va fournir tout le matériel médical d'un hôpital construit à Mazar-i-Sharif. Elle est chargée de tous les travaux d'entretien de la succursale de Baghlan. Elle pourrait se voir confier l'installation d'un réseau de télévision dans le Sud, et la fourniture de matériel de chauffage solaire pour un ensemble d'immeubles populaires en construction à Kaboul. Elle fournit l'entretien de l'armée afghane et, avec d'autres pays occidentaux, équipe les nouveaux bâtiments du quartier de Daru Laman, où les dirigeants se font construire des très luxueuses résidences entourées de 4 000 logements réservés à des officiers et sous-officiers au loyalisme assuré, ce qui renforcera la sécurité de M. Taraki, de ses ministres et de leurs hôtes officiels.

Une soixantaine de cadres et techniciens français sont attendus, d'ici à octobre, pour la réalisation des projets en cours, nous dit le conseiller commercial de France, sans dissimuler que les entreprises devront offrir des salaires élevés pour trouver des volontaires. Actuellement, cent cinquante Français — hommes, femmes et enfants — vivent en Afghanistan. Outre les diplo-

mates, il s'agit de professeurs, de quelques médecins, des membres de la mission de géologie et de la DAFI (Délegation archéologique française en Afghanistan), dont les activités paraissent compromises par l'insécurité dans les provinces.

Fin juillet, les diplomates occidentaux se sont concertés et ont estimé que dans l'immédiat il n'y avait pas lieu d'imiter les Américains. Le 23 juillet, ceux-ci avaient décidé l'évacuation progressive des familles, qui à déjà commencé, la femme du chargé d'affaires en tête. La décision des Américains est essentiellement politique, dit-on dans les milieux diplomatiques de Kaboul. Ils ont voulu mettre M. Taraki dans l'embarras en soulignant l'insécurité régnant dans son pays. « Un fonctionnaire international nous dit de son côté : « Les États-Unis savent qu'ils ne peuvent plus rien faire ici. Ils n'ont rien à perdre en partant ; mais ils se disent peut-être que cela leur permettra de faire un retour en force un jour, puisque leur attitude est appréciée par les adversaires du régime ».

Washington soutient cependant que seules des raisons de sécurité ont été prises en considération. Si l'aéroport de Kaboul (où ne se pose d'ailleurs aucun avion de compagnie aérienne occidentale) est fermé en raison de combats dans la capitale, la seule voie d'évacuation sera la route vers le Pakistan, déjà peu sûre. En mettant en garde, le 3 août, Moscou contre ses interventions croissantes « dans les problèmes intérieurs de l'Afghanistan », les États-Unis semblaient s'attendre à de nouveaux troubles dans ce pays. Sans attribuer la tentative de coup d'état du 5 août aux Américains, celle-ci montre du moins qu'ils ne se trompaient pas en pensant que les révolutionnaires afghans auraient de plus en plus besoin de leur tuteur soviétique.

FIN

LES DÉVELOPPEMENTS DE LA CRISE INDOCHINOISE

Quand le Vietnam s'érige en juge

(Suite de la première page.)

Faute de pouvoir mettre la main sur les responsables, qui va-t-on juger ? Quelques exécutants subalternes conditionnés par avance, des comparses, des soldats analphabètes de quinze ans ?

Certes, le véritable procès des crimes des Khmers rouges mérite d'être intenté et même d'avoir une portée universelle, d'être médiatisé comme une terrible leçon de l'égarement totalitaire d'une poignée de fanatiques.

Il conviendrait aussi de faire ressortir les responsabilités écartées des États-Unis et des communistes vietnamiens dans cette affaire.

On tient des dirigeants de Hanoi eux-mêmes qu'ils étaient au courant « dès 1972 des horreurs des Khmers rouges ». Ils n'en ont pas moins gardé, pour cause de « solidarité révolutionnaire », un silence absolu. Côté khmer, qui va représenter l'accusation sinon d'anciens amis de M. Pol Pot, ralliés sur le tard, en 1978, aux Vietnamiens ? Le banc des accusés au titre de complices du génocide leur conviendrait aussi bien.

L'annonce de la tenue prochaine du procès coïncide avec une activité internationale de plus en plus

marquée en vue de faire examiner par divers forums (Conseil de sécurité et Assemblée générale des Nations unies, conférence de Genève sur le Cambodge) les implications de la politique vietnamienne sur la paix et l'équilibre régional des forces en Asie du Sud-Est. Elle précède aussi l'ouverture, en septembre, du sommet des pays non alignés à Cuba et la relance de la polémique sur la question de savoir qui représente le Cambodge. Les amis de M. Pol Pot ayant conservé leur siège à la conférence de Colombo, en dépit des tentatives de Hanoi, il est habile de brandir, à la face de la Communauté internationale, le sanglant épouvantail khmer rouge.

Enfin, les préparatifs du procès s'insèrent dans une vaste campagne de propagande déclenchée à Phnom-Penh et à Vientiane pour tenter de justifier, à partir d'arguments historiques (aide aux révolutions indochinoises), politico-idéologiques (solidarité internationale, défense des fruits du socialisme), légaux (traités justifiant a posteriori l'envoi de troupes vietnamiennes) et stratégiques (lutte contre les menaces chinoises et impérialistes), la présence au Cambodge et au Laos de quelques deux cent cinquante mille militaires vietnamiens.

R.-P. PARINGAUX.

Pékin exploite la défection d'un dirigeant de Hanoi

(Suite de la première page.)

C'est aussi à cette occasion que trois des quatre personnalités accusées récemment à Hanoi, les généraux Chu Van Tan et Le Quang Ba, et l'ancien vice-ministre Ly Ban, avaient été relégués dans les fonctions et exclus du comité central.

Comme au Laos, où les pro-Chinois ont fondé un « parti socialiste » opposé au parti populaire révolutionnaire pro-vietnamien actuellement au pouvoir et qui connaît de graves tensions internes — Pékin va tenter de regrouper les mécontents, parmi les partisans de M. Hoang et au sein des minorités ethniques qui vivent le long de la frontière chinoise et qui demeurent fidèles à leurs chefs, les généraux Tan et Ba. Membre fondateur du P.C. en 1930, M. Hoan a pu, au cours de sa longue carrière, regrouper un certain nombre de fidèles lors de sa fuite. Il a bénéficié sans doute de complicités et a même pu exporter ses dossiers. Il n'a été le seul à soutenir une ligne pro-chinoise qui était d'ailleurs celle de Hanoi au début des années 60. Certains de ses partisans ont été « purgés » à la suite de la campagne menée depuis l'an dernier contre les cadres pro-chinois ou d'origine chinoise. Ceux qui restent en fonctions pourraient aussi tenter de se regrouper ou de passer en Chine, avant d'être inquiétés, en profitant du mécontentement de certaines minorités ethniques — attisé par la Chine — après la

suppression des régions autonomes en 1976.

Les Chinois vont-ils tenter de réaliser ce que n'avaient réussi à faire les Français ni les Américains, en suscitant une scission au sein du P.C.V. ? Ils disposent d'un atout de taille en la personne de M. Hoan. Le projet est courant dans la lutte idéologique que se livrent Pékin et Hanoi, et les Vietnamiens avaient formé leur propre P.C. cambodgien et leur P.C. laotien. En toute hypothèse, le mythe de l'unité de la direction vietnamienne a vu un éclat à un moment où celle-ci doit faire face à un isolement diplomatique croissant, à une situation économique catastrophique, et s'enlève dans la guerre au Cambodge.

PATRICE DE BEER.

Pakistan

PENDU MAIS... CONTRIBUABLE

Quatre mois après avoir fait pendre l'ancien premier ministre Zulfikar Ali Bhutto, les autorités pakistanaises ont mis en demeure sa veuve, la légum Nusrat Bhutto, de payer une somme de 20 000 dollars, qui représenterait le montant des impôts impayés par son mari, les journaux d'Islamabad le disent. Elle a été arrêtée au moment où elle se trouvait dans sa cellule, alors qu'elle attendait sa condamnation à mort et qu'il n'avait plus accès à ses papiers personnels. Mme Bhutto a fait appel devant une haute cour de justice.

Le régime militaire du général Zia est toutefois moins strict à l'égard de la veuve de son propre frère. Il vient de demander une rémission de son sort à ses créanciers occidentaux en vue d'obtenir un nouveau calendrier de remboursement de sa dette extérieure. Islamabad fait valoir que les récentes hausses du pétrole ont eu un impact négatif sur sa balance des paiements.

(Publicité)

Le Comité pour l'accueil immédiat de 50.000 réfugiés de l'Asie du Sud-Est

invite tous les groupements de personnes et associations d'accueillir à se faire connaître pour fixer au plus vite la date d'une première réunion de travail.

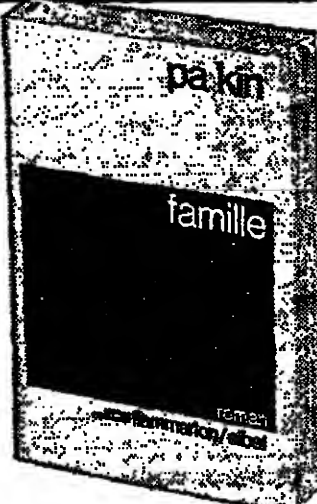
85, bd Arago, 75013 PARIS, Tél. : 331-22-74/25-00-00.

L'ÉTÉ C'EST FAIT POUR DÉCOUVRIR UN CHEF-D'ŒUVRE.

Pakistan
Famille
416 pages.

« Un chef-d'œuvre. De ces livres majeurs qui traversent nos vies, fulgurants, et qui nous donnent le courage ou l'envie, forcenée, désespérée, de lire et d'écrire encore ».

Pierre-Jean Rémy.
Le Monde.



FLAMMARION/EIBEL
L'ÉTÉ C'EST FAIT POUR LIRE.

Thaïlande

BANGKOK RESTREINT L'ACTIVITÉ DES JOURNALISTES ÉTRANGERS ET DES MISSIONNAIRES

Bangkok vient d'apporter de nouvelles restrictions aux activités des « journalistes étrangers et des missionnaires ». Selon la nouvelle loi sur l'immigration, ils devront prévenir la police qu'ils s'absentent de leur domicile plus de vingt-quatre heures, se présenter au poste de police de tout endroit qu'ils visiteront pendant plus d'une journée. Tout changement d'adresse devra être signalé dans les vingt-quatre heures. Journalistes et missionnaires devront, en outre, se présenter tous les trois mois à l'immigration.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Gérant : Jacques Favre, directeur de la publication. Jacques Sauvageot.

Imprimé au « Monde » 5, rue de Valenciennes PARIS-18.
1977

Reproduction interdite de tous articles, sans accord avec l'administration.

CAPA PRÉPARATION D'ÉTÉ
Certificat d'aptitude à la profession d'avocat 2 centres : Maillet ou Quartier Latin
CEPES 57, rue Ch.-Lafitte, 92 Haillville, 722.94.94, 745.08.18
Groupement libre de professeurs

L'ÉTÉ C'EST FAIT POUR VIVRE DANGEREUSEMENT.

Demouzon
Monsieur Abel
210 pages.

Un très beau polar !
Demouzon a obtenu en 1979 le Prix Mystère de la Critique pour un précédent roman « Mes crimes imparfaits ».



FLAMMARION
L'ÉTÉ C'EST FAIT POUR LIRE.

ET C'EST FAIT POUR LIRE UN BEST-SELLER.

Le Monde

politique

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni vendredi 3 août 1979, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. Giscard d'Estaing. Au terme de ses travaux le communiqué suivant a été publié :

PERSONNELS UNIVERSITAIRES

Le conseil des ministres a approuvé deux décrets portant réforme des statuts des personnels universitaires. Pour la première fois le gouvernement définit complètement le statut des corps des professeurs des universités, à l'exception des enseignants de médecine et d'odontologie.

Le décret portant statut des corps des professeurs des universités rassemble et met à jour, en application de l'article 2 de l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires, des dispositions qui faisaient l'objet de textes souvent fort anciens et inadaptés. Il comporte quatre innovations :

— La création d'un corps unique de professeurs des universités qui supprime les anciennes catégories (professeurs titulaires, professeurs sans chaire, maîtres de conférences...) et assure ainsi une plus grande mobilité entre les établissements et les disciplines ;

— La définition des obligations de service des professeurs des universités ;

— Le recrutement par le concours, seul mode d'accès prévu par les statuts, qu'il s'agisse des concours d'agrégation ou des concours de promotion interne. Les méthodes de recrutement par concours sur emploi vacant sont modifiées pour tenir compte à la fois des principes généraux de la fonction publique et du principe d'autonomie des universités ;

— Le choix des professeurs et maîtres-assistants, sera effectué en dernier ressort par le conseil supérieur des corps universitaires, dont le choix sur le plan national ne pourra porter que sur les propositions relatives à chacun des emplois concernés faites par les universités ;

— De nouvelles règles de promotion pour les professeurs et les maîtres-assistants, les promotions d'élection ne faisant exclusivement à l'ancienneté et les changements de classe au choix.

Un autre décret adopté par le conseil des ministres crée le Conseil supérieur des corps universitaires. Ce Conseil se prononce sur les mesures individuelles relatives au recrutement et à la carrière des professeurs des universités et des maîtres-assistants. Il exerce à leur égard les attributions reconnues aux commissions paritaires par le statut général de la fonction publique. Il peut être consulté sur toute question de caractère général intéressant l'enseignement supérieur.

Il est divisé en sections correspondant chacune à une discipline. Les sections sont regroupées par ensemble de disciplines. Chaque section comprend, d'une part les représentants des professeurs, d'autre part des représentants des maîtres-assistants, les uns élus (les deux tiers au minimum), les autres nommés. La durée de leur mandat est de six ans avec renouvellement par moitié tous les trois ans.

Ces textes affirment ainsi la spécificité des corps universitaires dans la fonction publique et répondent aux exigences de qualification scientifique et d'indépendance. Les textes favorisent par ailleurs la mobilité des enseignants et complètent le dialogue des carrières, ouvert depuis trois ans, par des possibilités de promotion offertes. (Lire p. 7.)

LES ÉCOLES NORMALES SUPÉRIEURES

Le ministre des universités a présenté aux universités les écoles normales supérieures (1). Les cinq écoles normales supérieures qui ont été créées pour former des professeurs du second degré accueillent

actuellement près de trois mille élèves. Elles sont la voie par laquelle les meilleurs élèves des classes préparatoires sont dirigés vers l'enseignement. La diminution du nombre des places offertes, notamment aux concours d'agrégation, conduits à redéfinir leur mission et à remodeler en conséquence leur organisation.

La diminution du nombre d'admissions dans certaines disciplines, pour revenir au niveau global des admissions d'il y a une dizaine d'années, sera accompagnée par une politique de recrutement d'anciens normaliens dans des emplois d'enseignement supérieur et d'affectation des élèves des écoles normales sur des postes de recherche. Dans un même temps, le recrutement de normaliens dans certains grands corps, notamment techniques, de l'État sera encouragé.

En ce qui concerne la rationalisation des compétences qui concerne les écoles normales, celles d'Ulm et de Sorbonne doivent préserver, par leur concours littéraire, le foyer des humanités classiques et ouvrir davantage leur action scientifique aux sciences expérimentales et à la biologie.

Le transfert à Lyon de l'école de Saint-Clément permet une restructuration des compétences qui concerne à la fois l'école de Saint-Clément, celle de Fontenay et celle de Cachan. La future école normale supérieure de Lyon sera à dominante scientifique et technique ; elle recevra donc les disciplines scientifiques des écoles normales de Saint-Clément, de Fontenay et de Cachan. L'école normale supérieure de Fontenay regroupera la totalité de l'ensemble des lettres, des langues et des sciences humaines de ces écoles. L'école normale supérieure de Cachan développera la technologie.

Le transfert permettrait en même temps d'introduire la mixité dans les écoles ainsi fusionnées. (Lire p. 7.)

ALCOOLISME ET TABAGISME

Le ministre de la santé et de la sécurité sociale a présenté aux universités la lutte contre l'alcoolisme et le tabagisme.

Après avoir rappelé que l'alcoolisme constitue d'être le plus important et le plus préoccupant des problèmes de santé, il a examiné les causes de la persistance du phénomène en France et a souligné son coût humain, social et économique.

C'est la raison pour laquelle le président de la République a souhaité qu'un programme décennal de lutte contre l'alcoolisme soit mis au point par le gouvernement et adopté avant l'été 1980. Pour préparer la décision gouvernementale, un groupe de travail sera constitué sous la présidence du professeur Jean Bernard.

Dans l'immédiat, le ministre de la santé et de la sécurité sociale a proposé au conseil, qu'il a adopté, un renforcement des moyens déjà existants. L'accueil, le traitement et la post-cure des éthyliques seront développés. Les contrôles de l'alcoolémie sur la route seront multipliés. De nouvelles campagnes d'information seront lancées et les mesures de limitation de la publicité seront renforcées.

En ce qui concerne la lutte contre le tabac, le ministre de la santé et de la sécurité sociale a rappelé qu'environ vingt mille décès lui sont imputables chaque année, ce qui représente un coût médical de l'ordre de 6 milliards et demi de francs.

Le ministre de la santé et de la sécurité sociale a annoncé le lancement de la campagne d'éducation sanitaire lancée par son prédécesseur. La consommation de tabac a dimi-

nué en 1978 d'environ 2,3 %. Le conseil des ministres a souhaité que ces actions d'information soient poursuivies. Parallèlement, il a retenu la proposition du ministre de la santé et de la sécurité sociale d'appliquer au secteur agricole la loi du 3 juillet 1976 sur la publicité pour le tabac et le décret du 12 décembre 1977 sur les interdictions de fumer dans certains lieux affectés à un usage collectif.

En ce qui concerne les soins, les communications de décontamination anti-tabagiques effectuées par des médecins spécialistes et qui sont remboursées par la sécurité sociale seront étendues à toutes les grandes villes.

La lutte contre les abus d'alcool et de tabac est autant un effort de persuasion que d'action répressive. Il faut, en conséquence, que tous les Français soient convaincus de la nécessité d'un effort national de prévention, qui relève de la responsabilité de chacun.

L'ACTION EN FAVEUR DE LA CORSE

Le premier ministre a présenté au conseil des ministres le bilan des actions menées en faveur des départements de la Corse, en application des décisions annoncées par le président de la République lors de son voyage en Corse au mois de juin 1978.

Depuis cette date, ces mesures ont fait l'objet d'un examen approfondi avec les élus et les responsables locaux. Elles ont été regroupées en particulier à l'occasion de la visite du premier ministre en décembre dernier et des déplacements des membres du gouvernement.

Le bilan d'ensemble est que les décisions prises sont appliquées dans de bonnes conditions et qu'une proportion importante d'entre elles est d'ores et déjà réalisée.

En ce qui concerne le domaine agricole, les moyens mis en œuvre par l'Office national inter-professionnel des vins de table et la Société d'aménagement foncier et d'exploitation agricole ont été renforcés ; de même, les crédits consacrés à la rénovation rurale sont augmentés.

En outre, l'association bénéficiaire d'un soutien accru grâce à la création d'un Bureau de recherches et de développement artisanal.

Le ministre de l'environnement et du cadre de vie soumettra dans les prochains jours au conseil général de l'habitat un projet de loi relatif à l'aménagement de l'habitat en Corse.

D'autre part, la décentralisation des services de l'État sera poursuivie. M. René Heckendorf, directeur général de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre, est nommé directeur des territoires d'outre-mer.

En 1978, le ministre de la défense a chargé de la défense au cabinet du ministre de l'Intérieur. M. René Heckendorf, directeur général de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre, est nommé directeur des territoires d'outre-mer.

efforts pour assurer à la Corse l'avenir de sécurité, de justice et de progrès que justifie l'apport de sa population, et notamment de sa jeunesse, à la communauté nationale.

Le président de la République tiendra, avant le fin de l'année, une réunion permettant de faire le point de l'application des mesures engagées par le gouvernement en faveur du développement de la Corse.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Le ministre du commerce extérieur a présenté le bilan de nos échanges au cours des derniers mois et les perspectives qui se dégagent jusqu'à la fin de l'année 1980.

Malgré l'incidence des hausses successives du prix de l'énergie, qui pour le seul pétrole brut représentent 30 milliards de francs supplémentaires en août, les déficits commerciaux prévisibles pour 1979 et 1980 pourront être compensés.

Cet équilibre exige, d'une part, un nouvel effort de promotion de nos exportations et, d'autre part, une bonne tenue du franc sur les marchés des changes pour stabiliser le coût de nos achats d'énergie et de matières premières. Enfin, les déficits au niveau des échanges de marchandises seront compensés par un nouvel excédent substantiel dégagé sur les échanges de services, notamment les grands travaux à l'étranger.

CONSEIL D'ÉTAT

M. Raymond Janot, conseiller d'État en position de disponibilité, est réintégré dans les fonctions de conseiller d'État.

M. Gérard Jaquet, conseiller d'État, est placé dans la position de détachement de longue durée pour exercer son mandat de représentant à l'Assemblée des Communautés européennes. M. Jaquet a été élu sur la liste du parti socialiste.

TROIS NOMINATIONS

M. René Heckendorf, directeur général de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre, est nommé directeur des territoires d'outre-mer.

En 1978, le ministre de la défense a chargé de la défense au cabinet du ministre de l'Intérieur. M. René Heckendorf, directeur général de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre, est nommé directeur des territoires d'outre-mer.

En 1978, le ministre de la défense a chargé de la défense au cabinet du ministre de l'Intérieur. M. René Heckendorf, directeur général de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre, est nommé directeur des territoires d'outre-mer.

En 1978, le ministre de la défense a chargé de la défense au cabinet du ministre de l'Intérieur. M. René Heckendorf, directeur général de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre, est nommé directeur des territoires d'outre-mer.

la coopération technique et le tourisme. Notre balance des paiements courants devrait ainsi demeurer positive aussi bien en 1979 qu'en 1980.

S'agissant des échanges commerciaux, le conseil des ministres, après avoir procédé à l'examen de la contribution des divers secteurs de l'économie nationale à notre commerce extérieur, a décidé d'engager un certain nombre d'actions tendant à développer ceux d'entre eux marqués par une forte croissance du marché mondial et qui offrent ainsi des possibilités d'accroissement de nos exportations. Il a décidé également d'encourager nos productions dans les domaines où elles sont insuffisantes par rapport à la demande nationale et où nous devons trop importer pour couvrir nos besoins.

Afin de soutenir le dynamisme des exportations, et notamment celles des P.M.E., le conseil des ministres a arrêté le principe de nouvelles mesures ayant pour objet la déconcentration des procédures, le développement de l'assurance-crédit à court terme, l'élargissement des possibilités de recours à l'assurance-protection, la relance de la politique de coopération technique, ainsi qu'une meilleure présence de nos entreprises à l'étranger.

MONTANTS COMPENSATOIRES

Le ministre de l'agriculture a présenté une communication sur la réduction progressive des montants compensatoires montants dans différents pays de la Communauté européenne, et ses conséquences positives, en ce qui concerne le retour au plein rendement des terres agricoles et de la baisse commerciale agricole française.

À l'occasion du cinquantième anniversaire de la culture et de la communication a fait le point l'application de cette loi, qui apporte des améliorations importantes dans la diversification, la gestion et la responsabilité de la culture de radio et de télévision.

Le conseil des ministres a espéré que la loi s'imposait à tous et que le gouvernement avait le devoir de veiller à son application. Si formations politiques demandent l'abandon du principe du monopole public, il leur appartient de s'exprimer dans la limite des propositions de loi à cette fin.

Le président de la République demandant que la personnalité autonome des sociétés de presse soient affirmées, il a rappelé que leurs conseils d'administration devaient être appelés à délibérer : toute question importante engage l'activité et l'orientation de la société, et que leurs prévisions devaient veiller à informer par conséquent le public sur tous aspects de la vie des entreprises qu'ils dirigent.

LES MESURES INDIVIDUELLES

Le conseil des ministres a décidé de la réduction progressive des montants compensatoires montants dans différents pays de la Communauté européenne, et ses conséquences positives, en ce qui concerne le retour au plein rendement des terres agricoles et de la baisse commerciale agricole française.

À l'occasion du cinquantième anniversaire de la culture et de la communication a fait le point l'application de cette loi, qui apporte des améliorations importantes dans la diversification, la gestion et la responsabilité de la culture de radio et de télévision.

Le conseil des ministres a espéré que la loi s'imposait à tous et que le gouvernement avait le devoir de veiller à son application. Si formations politiques demandent l'abandon du principe du monopole public, il leur appartient de s'exprimer dans la limite des propositions de loi à cette fin.

Le président de la République demandant que la personnalité autonome des sociétés de presse soient affirmées, il a rappelé que leurs conseils d'administration devaient être appelés à délibérer : toute question importante engage l'activité et l'orientation de la société, et que leurs prévisions devaient veiller à informer par conséquent le public sur tous aspects de la vie des entreprises qu'ils dirigent.

Le conseil des ministres a décidé de la réduction progressive des montants compensatoires montants dans différents pays de la Communauté européenne, et ses conséquences positives, en ce qui concerne le retour au plein rendement des terres agricoles et de la baisse commerciale agricole française.

À l'occasion du cinquantième anniversaire de la culture et de la communication a fait le point l'application de cette loi, qui apporte des améliorations importantes dans la diversification, la gestion et la responsabilité de la culture de radio et de télévision.

Le conseil des ministres a espéré que la loi s'imposait à tous et que le gouvernement avait le devoir de veiller à son application. Si formations politiques demandent l'abandon du principe du monopole public, il leur appartient de s'exprimer dans la limite des propositions de loi à cette fin.

Le président de la République demandant que la personnalité autonome des sociétés de presse soient affirmées, il a rappelé que leurs conseils d'administration devaient être appelés à délibérer : toute question importante engage l'activité et l'orientation de la société, et que leurs prévisions devaient veiller à informer par conséquent le public sur tous aspects de la vie des entreprises qu'ils dirigent.

Le conseil des ministres a décidé de la réduction progressive des montants compensatoires montants dans différents pays de la Communauté européenne, et ses conséquences positives, en ce qui concerne le retour au plein rendement des terres agricoles et de la baisse commerciale agricole française.

À l'occasion du cinquantième anniversaire de la culture et de la communication a fait le point l'application de cette loi, qui apporte des améliorations importantes dans la diversification, la gestion et la responsabilité de la culture de radio et de télévision.

Le conseil des ministres a espéré que la loi s'imposait à tous et que le gouvernement avait le devoir de veiller à son application. Si formations politiques demandent l'abandon du principe du monopole public, il leur appartient de s'exprimer dans la limite des propositions de loi à cette fin.

Le président de la République demandant que la personnalité autonome des sociétés de presse soient affirmées, il a rappelé que leurs conseils d'administration devaient être appelés à délibérer : toute question importante engage l'activité et l'orientation de la société, et que leurs prévisions devaient veiller à informer par conséquent le public sur tous aspects de la vie des entreprises qu'ils dirigent.

Le conseil des ministres a décidé de la réduction progressive des montants compensatoires montants dans différents pays de la Communauté européenne, et ses conséquences positives, en ce qui concerne le retour au plein rendement des terres agricoles et de la baisse commerciale agricole française.

À l'occasion du cinquantième anniversaire de la culture et de la communication a fait le point l'application de cette loi, qui apporte des améliorations importantes dans la diversification, la gestion et la responsabilité de la culture de radio et de télévision.

Le conseil des ministres a espéré que la loi s'imposait à tous et que le gouvernement avait le devoir de veiller à son application. Si formations politiques demandent l'abandon du principe du monopole public, il leur appartient de s'exprimer dans la limite des propositions de loi à cette fin.

Le président de la République demandant que la personnalité autonome des sociétés de presse soient affirmées, il a rappelé que leurs conseils d'administration devaient être appelés à délibérer : toute question importante engage l'activité et l'orientation de la société, et que leurs prévisions devaient veiller à informer par conséquent le public sur tous aspects de la vie des entreprises qu'ils dirigent.

Le conseil des ministres a décidé de la réduction progressive des montants compensatoires montants dans différents pays de la Communauté européenne, et ses conséquences positives, en ce qui concerne le retour au plein rendement des terres agricoles et de la baisse commerciale agricole française.

À l'occasion du cinquantième anniversaire de la culture et de la communication a fait le point l'application de cette loi, qui apporte des améliorations importantes dans la diversification, la gestion et la responsabilité de la culture de radio et de télévision.

Le conseil des ministres a espéré que la loi s'imposait à tous et que le gouvernement avait le devoir de veiller à son application. Si formations politiques demandent l'abandon du principe du monopole public, il leur appartient de s'exprimer dans la limite des propositions de loi à cette fin.

Le président de la République demandant que la personnalité autonome des sociétés de presse soient affirmées, il a rappelé que leurs conseils d'administration devaient être appelés à délibérer : toute question importante engage l'activité et l'orientation de la société, et que leurs prévisions devaient veiller à informer par conséquent le public sur tous aspects de la vie des entreprises qu'ils dirigent.

Le conseil des ministres a décidé de la réduction progressive des montants compensatoires montants dans différents pays de la Communauté européenne, et ses conséquences positives, en ce qui concerne le retour au plein rendement des terres agricoles et de la baisse commerciale agricole française.

À l'occasion du cinquantième anniversaire de la culture et de la communication a fait le point l'application de cette loi, qui apporte des améliorations importantes dans la diversification, la gestion et la responsabilité de la culture de radio et de télévision.

Le conseil des ministres a espéré que la loi s'imposait à tous et que le gouvernement avait le devoir de veiller à son application. Si formations politiques demandent l'abandon du principe du monopole public, il leur appartient de s'exprimer dans la limite des propositions de loi à cette fin.

Le président de la République demandant que la personnalité autonome des sociétés de presse soient affirmées, il a rappelé que leurs conseils d'administration devaient être appelés à délibérer : toute question importante engage l'activité et l'orientation de la société, et que leurs prévisions devaient veiller à informer par conséquent le public sur tous aspects de la vie des entreprises qu'ils dirigent.

Le conseil des ministres a décidé de la réduction progressive des montants compensatoires montants dans différents pays de la Communauté européenne, et ses conséquences positives, en ce qui concerne le retour au plein rendement des terres agricoles et de la baisse commerciale agricole française.

À l'occasion du cinquantième anniversaire de la culture et de la communication a fait le point l'application de cette loi, qui apporte des améliorations importantes dans la diversification, la gestion et la responsabilité de la culture de radio et de télévision.

Le conseil des ministres a espéré que la loi s'imposait à tous et que le gouvernement avait le devoir de veiller à son application. Si formations politiques demandent l'abandon du principe du monopole public, il leur appartient de s'exprimer dans la limite des propositions de loi à cette fin.

Le président de la République demandant que la personnalité autonome des sociétés de presse soient affirmées, il a rappelé que leurs conseils d'administration devaient être appelés à délibérer : toute question importante engage l'activité et l'orientation de la société, et que leurs prévisions devaient veiller à informer par conséquent le public sur tous aspects de la vie des entreprises qu'ils dirigent.

Le conseil des ministres a décidé de la réduction progressive des montants compensatoires montants dans différents pays de la Communauté européenne, et ses conséquences positives, en ce qui concerne le retour au plein rendement des terres agricoles et de la baisse commerciale agricole française.

À l'occasion du cinquantième anniversaire de la culture et de la communication a fait le point l'application de cette loi, qui apporte des améliorations importantes dans la diversification, la gestion et la responsabilité de la culture de radio et de télévision.

Le conseil des ministres a espéré que la loi s'imposait à tous et que le gouvernement avait le devoir de veiller à son application. Si formations politiques demandent l'abandon du principe du monopole public, il leur appartient de s'exprimer dans la limite des propositions de loi à cette fin.

Le président de la République demandant que la personnalité autonome des sociétés de presse soient affirmées, il a rappelé que leurs conseils d'administration devaient être appelés à délibérer : toute question importante engage l'activité et l'orientation de la société, et que leurs prévisions devaient veiller à informer par conséquent le public sur tous aspects de la vie des entreprises qu'ils dirigent.

Le conseil des ministres a décidé de la réduction progressive des montants compensatoires montants dans différents pays de la Communauté européenne, et ses conséquences positives, en ce qui concerne le retour au plein rendement des terres agricoles et de la baisse commerciale agricole française.

À l'occasion du cinquantième anniversaire de la culture et de la communication a fait le point l'application de cette loi, qui apporte des améliorations importantes dans la diversification, la gestion et la responsabilité de la culture de radio et de télévision.

Le conseil des ministres a espéré que la loi s'imposait à tous et que le gouvernement avait le devoir de veiller à son application. Si formations politiques demandent l'abandon du principe du monopole public, il leur appartient de s'exprimer dans la limite des propositions de loi à cette fin.

Le président de la République demandant que la personnalité autonome des sociétés de presse soient affirmées, il a rappelé que leurs conseils d'administration devaient être appelés à délibérer : toute question importante engage l'activité et l'orientation de la société, et que leurs prévisions devaient veiller à informer par conséquent le public sur tous aspects de la vie des entreprises qu'ils dirigent.

Le conseil des ministres a décidé de la réduction progressive des montants compensatoires montants dans différents pays de la Communauté européenne, et ses conséquences positives, en ce qui concerne le retour au plein rendement des terres agricoles et de la baisse commerciale agricole française.

À l'occasion du cinquantième anniversaire de la culture et de la communication a fait le point l'application de cette loi, qui apporte des améliorations importantes dans la diversification, la gestion et la responsabilité de la culture de radio et de télévision.

Le conseil des ministres a espéré que la loi s'imposait à tous et que le gouvernement avait le devoir de veiller à son application. Si formations politiques demandent l'abandon du principe du monopole public, il leur appartient de s'exprimer dans la limite des propositions de loi à cette fin.

Le président de la République demandant que la personnalité autonome des sociétés de presse soient affirmées, il a rappelé que leurs conseils d'administration devaient être appelés à délibérer : toute question importante engage l'activité et l'orientation de la société, et que leurs prévisions devaient veiller à informer par conséquent le public sur tous aspects de la vie des entreprises qu'ils dirigent.

Société

Éducation

APRÈS LES DÉCISIONS DU CONSEIL DES MINISTRES

Un corps unique de rang magistral regroupera les professeurs d'université et les maîtres de conférence

Après une longue préparation et l'avis favorable du Conseil supérieur de la fonction publique et du Conseil d'Etat, les décrets préparés par Mme Alice Saunier-Séité, ministre des universités, et modifiant les carrières des enseignants (à l'exception des professeurs de médecine et d'odontologie), ont été approuvés par le conseil des ministres du 8 août 1979 (nos dernières éditions du 9 août). Pour Mme Saunier-Séité, il s'agit de mettre en place des décrets statutaires pour « codifier et clarifier l'enchevêtrement toulous, confus, voire contradictoire, d'ordonnances impériales, de lois républicaines, de décrets et d'arrêtés qui se sont succédés depuis le début du dix-neuvième siècle ».

● **UN CORPS UNIQUE.** — Le premier décret adopté par le conseil des ministres instaure un corps unique de professeurs et définit son statut. La fusion entre les corps de maîtres de conférence et de professeurs est donc réalisée. Désormais, il n'y aura plus qu'un corps de rang magistral qui comprendra deux classes et une classe exceptionnelle. L'avancement à l'intérieur de chaque classe se fera à l'ancienneté, tandis que le passage d'une classe à l'autre se fera « au choix ».

Ce texte précise aussi les obligations de service des professeurs — en dehors des heures d'enseignement maintenant définies en termes annuels —, la présidence des jurys d'examen, la coordination des enseignements d'une discipline, la direction de thèses et de mémoires, conseil et orientation des étudiants.

● **RECRUTEMENT ET PROMOTION.** — Le deuxième décret substitue au comité consultatif des universités (C.C.U.), un conseil supérieur des corps universitaires (C.S.C.U.). Ce conseil, composé de représentants des professeurs et de représentants des maîtres-assistants, les uns élus (les deux tiers au minimum), les autres nommés par le ministre, est divisé en sections correspondant chacune à une discipline. Par rapport à l'ancien C.C.U., ce conseil a des compétences plus élargies. Il est appelé à se prononcer sur les mesures individuelles relatives au recrutement et à la carrière des professeurs et des maîtres-assistants. Les modalités d'accès aux fonctions de professeurs et de maîtres de conférence sont modifiées respectivement par le premier décret et par un texte dont la

responsabilité incombe au premier ministre et qui n'a pas été soumis au conseil des ministres. Les nouveaux décrets prévoient que le recrutement s'effectue par concours, qu'il s'agisse des concours d'agrégation, ou des concours de promotion interne, le conseil supérieur des corps universitaires proposant, en dernier ressort, les nominations au ministre sur le plan national.

Un « coup de force »

Avec ces décrets, Mme Alice Saunier-Séité estime avoir « instauré un mode de recrutement et d'avancement équilibré, sans ambiguïté, sans pesanteurs administratives ». Selon le ministre, le remplacement de la cooptation sur listes d'aptitudes par des concours de recrutement nationaux est « une garantie de justice et de qualité ».

Le Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-SUP) et le Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.-C.F.D.T.) ne partagent pas ce point de vue. Pour M. Pierre Durand, secrétaire général du SNE-SUP, « l'objectif premier de cette suppression est bien évidemment de contenir la pression revendicative qu'exerceraient collectivement les enseignants inscrits sur les listes d'aptitude pour obtenir, par créations et transformations d'emplois, les postes correspondant à leurs compétences ». Le S.G.E.N. qui parle de « coup de force de Mme Saunier-Séité », reproche au ministre d'accentuer par ces textes « le contrôle managérial, de rendre possible l'intervention directe du ministre sur les recrutements et de donner le support que constitue pour les revendications, le hiatus entre le nombre d'inscrits sur les listes d'aptitude et les créations effectives ».

La question essentielle reste cependant de savoir quelle sera l'attitude des universitaires à la prochaine rentrée. En choisissant le milieu du mois d'août pour faire adopter ces décrets, Mme Saunier-Séité n'a pas pris trop de risques. Mais les trente-trois mille enseignants qui composent le personnel des universités acceptent-ils facilement la disparition des listes d'aptitude et le renforcement du pouvoir du C.S.C.U. ? L'année universitaire qui vient de se terminer a été marquée par de nombreuses grèves des enseignants pour protester contre le non-renouvellement des arrêtés de nomination des assistants non titulaires. La rentrée risque d'être de nouveau « profondément perturbée », comme le prévoit le SNE-SUP, par des décrets qui, cette fois, concernent tous les enseignants.

SERGE BOLLOCH.

La « restructuration » à petits pas des écoles normales supérieures

Est-ce la fin des écoles normales supérieures ? Pas encore. Les projets de « restructuration » annoncés au conseil des ministres du 8 août par Mme Alice Saunier-Séité, ministre des universités, se bornent à enregistrer une évolution irréversible : les E.N.S., traditionnellement chargées de former des professeurs de l'enseignement secondaire, ne fourniront plus aujourd'hui qu'un infime pourcentage de professeurs de lycée. Il n'est pas rare que, sur une promotion de quarante ou cinquante normaliens d'une section donnée, un ou deux seulement fassent carrière dans l'enseignement secondaire — l'antichambre souvent de l'enseignement dans les classes préparatoires.

Les écoles normales supérieures ne répondent plus aujourd'hui à leur mission initiale. Plus grave encore : compte tenu de la pause démographique et de l'érosion du recrutement après l'ouverture massive pratiquée dans les années 60, les places offertes aux concours des enseignants du second degré (CAPES et agrégation) se réduisent d'année en année. Or, les E.N.S. ne délivrent pas de diplômes et n'établissent pas de classement de sortie. Ce sont les admissions à ces concours de la fonction publique qui sanctionnent pratiquement les quatre années d'études en école.

On en arrive au point où les places offertes dans l'enseignement sont moins nombreuses que les promotions de normaliens. D'où « l'hémorragie » constatée ces dernières années de normaliens « orientant vers d'autres voies » : pour les scientifiques un diplôme d'études approfondies (D.E.A.) et l'accès à un laboratoire de recherche ; pour les littéraires, la suite vers l'édition, la diplomatie (services culturels) ou tout autre corps non enseignant de la fonction publique.

A son habitude, Mme Saunier-Séité a décidé de prendre le taureau par les cornes, après trois ans de réflexion. Puisque les postes offerts aux concours du CAPES et de l'agrégation diminuent, il faut réduire le recrutement dans les E.N.S. Quant à ceux qui s'orienteront à entrer dans une école normale supérieure, ils seront, comme auparavant, recrutés par concours d'entrée à l'enseignement supérieur, recherche — deux domaines réservés du ministère des universités — et « grands corps de l'Etat » à vocation technique comme les Mines, les Ponts et Chaussées, etc. Les élèves des E.N.S. pourront désormais concourir officiellement aux concours de l'ENSA ou de Polytechnique pour l'accès à la haute fonction publique.

« Rationalisation » des compétences

Cette « redéfinition des missions » exige évidemment une réorganisation. Pour couper court aux hésitations entre la décentralisation, la fusion ou la « généralisation », c'est-à-dire la fusion, Mme Saunier-Séité propose maintenant une « rationalisation » des compétences, c'est-à-dire une redistribution des tâches entre les cinq écoles, maintenant pour l'instant.

Les écoles d'Ulm et de Sèvres « doivent privilégier leur concours littéraire, le foyer des humanités classiques ». On continuera, donc à étudier le latin et le grec, l'histoire ancienne, l'épigraphie, bref, tout ce qui fait « un humaniste classique », capable aussi bien d'enseigner les déclinaisons latines que d'occuper un poste de conseiller culturel. Les scientifiques, pour leur part, « devront s'ouvrir davantage aux sciences expérimentales et à la biologie et biochimie dans toutes les écoles d'ingénieurs ».

Quant aux trois autres, le transfert de l'E.N.S. de Saint-Clément à Lyon va être l'occasion d'une « restructuration des compétences » : la future E.N.S. de Lyon, « à dominante scientifique et technique », accueillera les disciplines scientifiques des actuelles écoles de Saint-Clément (hommes), Fontenay-aux-Roses (femmes), Cachan (enseignement technique). L'école de Fontenay « regroupera la totalité de l'ensemble des lettres, des langues et des sciences humaines des trois écoles ». Quant à l'E.N.S. de Cachan — progressivement dépourvue de ses sections littéraires depuis 1977 — elle servira pour mission de « développer la technologie ».

Que l'on emploie les termes de « rationalisation », de « restructuration » ou de « redéfinition », il s'agit toujours de redéployer les moyens existants en fonction des besoins et compte tenu surtout de « la crise ». Les fusions qui se profilent à la faveur de la « rationalisation des compétences » et de « l'introduction de la mixité » coïncident, à terme, au schéma suivant : un « pôle nord » (Paris), deux « pôles centraux » (Paris) les normaliens lettrés et humanistes ; un « pôle sud » (Lyon) où se retrouveraient les norma-

liens « utilisables » par l'industrie et la recherche. On n'y est pas encore — l'ouverture de la nouvelle E.N.S. de Lyon est prévue pour 1981-1982 — mais on y va à petits pas.

ROGER CANS.

LES CINQ

● **E.N.S. rue d'Ulm** : la plus ancienne et la plus prestigieuse des écoles normales supérieures. Elle compte plus d'une centaine de professeurs — moitié littéraires, moitié scientifiques — et compte au total plus de quatre cent soixante élèves. Le traitement des normaliens varie de 3 500 F à 4 500 F par mois suivant les années d'études (quatre ans total).

● **E.N.S. de SÈVRES** (transférée à Paris, boulevard Jourdan) : fondée en 1821 comme « école normale supérieure de jeunes filles », elle acquiesce en 1929, le même statut que l'E.N.S. de la rue d'Ulm. Elle compte moins de trois cent soixante élèves (femmes).

● **E.N.S. de SAINT-CLOUD** : créée en 1837 pour former des professeurs d'école normale d'instituteurs et d'école primaire supérieure — aujourd'hui collège — elle a été progressivement convertie à l'enseignement du second degré et à la recherche pédagogique. De multiples centres de recherche lui sont rattachés, en particulier pour la linguistique. Elle compte plus de quatre cent soixante élèves.

● **E.N.S. de FONTENAY-AUX-ROSES** : c'est le « chef de file » de Saint-Clément pour les femmes. Elle compte moins de quatre cent quarante élèves.

● **E.N.S. de CACHAN** : créée en 1912, cette école — mixte — prépare à la recherche et à l'enseignement technique. Elle compte près de mille élèves.

M. JEAN-JOSEPH GARAGNON RECTEUR A RENNES ET M. GEORGES LESCUYER A CAEN

Le conseil des ministres du mercredi 8 août a nommé, sur proposition du ministre de l'éducation, deux recteurs d'académie. M. Jean-Joseph Garagnon, qui était en poste à Caen, devient recteur de l'académie de Rennes en remplacement de M. Yves Martin.

M. Georges Lescuyer, jusqu'à maintenant doyen de la faculté de droit de Paris-Nord (Paris-XIII), est nommé recteur de l'académie de Caen.

M. L. le 11 juin 1929 à Nancy (Meurthe-et-Moselle), docteur en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Lyon, agrégé de droit public en 1933, M. Garagnon a été à Lyon une carrière universitaire interrompue deux années de 1938 à 1940, il a été affecté à l'université de Rabat, et de 1949 à 1974 il a assuré les fonctions de doyen de la faculté de droit de Caen. Il était recteur de l'académie de Caen depuis juillet 1977.

M. le 24 avril 1932 à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), M. Lescuyer est docteur en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et agrégé de droit public. Il a enseigné aux facultés de droit de Rabat, de Clermont-Ferrand, puis de Paris avant de devenir doyen de la faculté de droit de Paris-Nord (Paris-XIII) en 1974.

DÉFENSE

« GREEN PEACE » PROTESTE CONTRE LES ESSAIS NUCLEAIRES DE MURUROA

Auckland (A.F.P.). — La section néo-zélandaise de la fondation Green Peace a adressé, mercredi 8 août, à M. Valéry Giscard, une lettre de protestation contre les essais nucléaires français à Mururoa.

Le principal quotidien néo-zélandais du soir, le *Auckland Star*, a condamné mercredi l'essai nucléaire annoncé par les observateurs néo-zélandais et a demandé au gouvernement de prendre une attitude plus ferme sur cette question.

À Paris, au ministère de la défense, on indique que « le ministre a coutume de ne faire aucun commentaire — ni pour confirmer ni pour infirmer — sur les informations concernant les expériences nucléaires françaises dans le Pacifique ».

● **Un nouvel essai nucléaire souterrain aux Etats-Unis** a été réalisé mercredi 8 août, dans le désert du Nevada, a annoncé, à Washington, le département de l'énergie. Cet essai est le nouveau effectué par les Américains depuis le début de l'année. — (A.F.P.)

SCIENCES

LES PROJETS DE RÉFORME DU C.N.R.S.

Communistes et socialistes demandent l'organisation d'un débat parlementaire

Les projets de réforme du Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.) continuent de provoquer des réactions des deux principales parties de gauche, et, en particulier, de leurs représentants à l'Assemblée nationale. M. Louis Odru, député communiste de la Seine-Saint-Denis, dans une question écrite au premier ministre, estime que ces projets « méritent gravement en cause l'autonomie du C.N.R.S., acquis de la Libération ».

M. Odru demande la suspension des décrets en préparation, la mise en discussion de tout projet de réforme de cet organisme par l'ensemble des personnels de recherche au sein des instances où ils sont représentés et demande qu'il soit tenu compte de la réforme soit organisée un débat au Parlement.

M. Louis Méxandeau, député socialiste du Calvados, a déclaré, de son côté, mercredi 8 août, que le groupe socialiste de l'Assemblée demanderait aussi l'organisation d'un tel débat dès la rentrée parlementaire.

D'autre part, M. Maurice Andrieux, député communiste du Pas-de-Calais, membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée, vient de demander, dans une lettre adressée au président de cette commission, que celle-ci ait réuni de toute urgence.

De son côté, le Syndicat national indépendant de la recherche scientifique (S.N.I.R.S.-C.G.C.) a rendu public texte d'une lettre adressée à Mme Alice Saunier-Séité, ministre des universités. Il affirme notamment que les projets concernant le C.N.R.S.,

« bien loin de constituer une réforme tournée vers l'avenir, organisent une régression vers une université fantôme, passiviste et malhonnête, préoccupée de peaux d'âne et non de résultats scientifiques. Ils institutionnalisent le despotisme d'un mandarinat académique n'ayant aucune considération pour le travail technique qui se fait dans les laboratoires ».

« La remise en cause de la participation des personnels dans les instances nous bouleverse d'autant plus qu'elle annonce un rétablissement du système des castes : retrait de la qualité d'enseignant et d'élève aux techniciens et administratifs revient à les traiter en prolétariat ou, pire encore, en moyens matériels (I.J.). » En d'autres termes, le véritable objectif de ces projets de décrets est clair : il s'agit d'une remise en cause des accords de Grenelle de 1963, de tourner la loi d'orientation et d'utilité de cette fin l'organisme C.N.R.S. dont la structure encore centralisée permet de corriger les effets de l'autonomie des universités ».

L'appel lancé il y a une dizaine de jours par des scientifiques (*Le Monde* daté 28-30 juillet) pour protester contre ces projets (1) a recueilli à ce jour plus de deux cent trente signatures, dont celles de quinze membres du conseil d'administration et de quatre présidents de section et de trente membres de section du Comité national de la recherche scientifique.

(1) S'adresser à Mme Monique Gaudin, 3, rue des Lions-Saint-Paul, 75003 Paris.

FAYARD

pour votre

MORRIS WEST

Protée

A. Cojan

noir de LA PERLE

AUX CONFINES DU DESERT

Janine Boissard

L'esprit de Famille

Claire et le bonheur

Un coup de sirocco

Je l'ai lu

SOCIÉTÉ

SUR LES PLAGES DE NICE

La chasse aux « chrysalides »

De notre correspondant

Nice. — Ecologistes, routards en mal d'auberges de jeunesse ou touristes piégés par la haute saison et qui n'ont pas trouvé de quoi se loger : ils sont des milliers, chaque nuit, font des rivières de la Baie des Anges un immense dortoir. Allongés dans leurs sacs de couchage, on les appelle les « touristes chrysalides », à cause de ce cocon dont ils sortent quand le soleil est assez haut.

Régulièrement, les plaintes affluent (1) au commissariat central de Nice contre ces squatters, dont le séjour nocturne n'arrange évidemment pas la grève ni les installations qui s'y trouvent : un peu de vand-

où aller ?

ils étaient quelque deux mille, l'autre nuit, qui ont ainsi quitté leur « sac à viande », maugréant contre les kékis. Parmi eux des Américains, des Allemands, beaucoup de Scandinaves, étonnés de la pauvreté des infrastructures de l'hôtellerie pour petites bourses, peu de Français, et quelques vrais touristes qui n'ont rien fait de leur place. « Où voulez-vous qu'on aille », demandent-ils. Des gens sales sur la plage ? Oui, bien sûr, mais vous savez, quand on a sommeil... Une jeune femme médecin à Paris avait protesté plus que les autres : elle avait droit au panier à salade pour contrôle d'identité.

Les services de police ne se font aucune illusion sur la portée de ces opérations. Si tôt qu'ils

liens, beaucoup de laisser-aller, une guêpe qui ne respecte pas la couverture, un peu de « hash » peut-être...

Quand, le grand jour revenu, les baigneurs arrivent, et les plages n'ont pas eu le temps de faire le ménage, c'est la colère devant les boîtes de conserve, les papiers, les bouteilles vides, les immondices et les puces, dont la prolifération est telle, à cause de la chaleur cette année, qu'elles auraient envahi jusqu'à un pavillon de l'hôpital Pasteur. Alors, tout aussi régulièrement, la police, munie de projecteurs, rase la plage, fait déguiser les demeures, les sort de leur « cocon ».

auront le dos tourné, les hippies reviendront, là ou ailleurs, sur les plages, sur les pelouses des jardins publics ou sur les bancs près de la gare. Le directeur des polices urbaines en a tout à fait conscience : « Que faire ? Il n'est pas question d'user de moyens répressifs sans rapport avec l'infraction commise, d'autant qu'il y a peu de véritables délinquants parmi les squatters ».

Alors, leur réserver des terrains ? Ce serait oublier que les marginaux n'ont jamais aimé être parqués.

MICHEL VIVES.

(1) Un arrêté municipal du 14 avril 1970, approuvé par le préfet le 20 avril 1970, prévoit que l'accès à la plage est interdit entre 9 heures et 6 heures du matin.

EXPULSIONS D'IMMIGRÉS
DES FOYERS DE STRASBOURG ET DE NANTERRE

Les forces de police ont expulsé mercredi matin 8 août dix-sept immigrants des foyers Bonaccorta du Polygone, à Strasbourg-Neudorf (Bas-Rhin), qui faisaient la grève des loyers.

Le tribunal d'instance avait prononcé depuis le début de l'année deux cent quarante ordonnances d'expulsion. Dans ce même foyer, une quinzaine de résidents avaient déjà été « évacués » par les forces de l'ordre le 4 juillet dernier, et dix-huit autres l'avaient été, le 11 juillet, d'un foyer de la rue de Seolta à Strasbourg. Pour l'ensemble des foyers strasbourgeois, plus de trois cents immigrants sont menacés de mesures identiques.

D'autre part, à Nanterre (Hauts-de-Seine) les C.R.S. ont investi, à 9 heures, jeudi matin 9 août, le foyer de l'allée des Primèrès, et s'apprêtaient à une opération similaire dans le foyer Bonaccorta de la rue des Sorbiers.

Des « commandements » individuels ordonnent à des résidents de quitter dans les vingt-quatre heures leurs foyers-hôtel, étaient parvenus, mercredi, dans divers foyers de la Seine-Saint-Denis, notamment à Montreuil, Bagnolet, Aubervilliers et St. Maurice.

La Fédération des Hauts-de-Seine du parti socialiste a protesté très vivement, jeudi, contre ces pratiques.

JUSTICE

Faits et jugements

Deux plongeurs américains ont trouvé la mort par asphyxie, jeudi 9 août, au large des îles Shetland (Écosse), après être restés plus de dix-huit heures bloqués dans une cloche de plongée par 150 mètres de fond, à la suite d'une rupture de câble porteur. Les deux hommes, qui travaillaient à l'installation d'un gréement destiné à l'exploitation d'un puits de pétrole offshore du banc de l'île exploitée par la British National Oil Corporation, ont été raménés à la surface, placés en chambre de décompression ; ils n'ont pu être ranimés. (A.F.P., Reuters, A.P.)

MÉDECINE

MORT DE FEDOR LYNEN
PRIX NOBEL

Le biochimiste ouest-allemand Fedor Lynen, prix Nobel de médecine en 1954, est décédé le 6 août 1979 à Munich, à l'âge de soixante-huit ans.

Né à Munich le 9 avril 1911, Fedor Lynen a fait toutes ses études dans cette ville, à l'université de laquelle il est entré comme lecteur en 1932. Il a été directeur de l'Institut de biochimie de l'université de Munich et directeur de l'Institut Max-Planck. Il était membre de l'Académie bavaroise, de l'Académie des sciences de Washington, membre d'honneur de la société Harvey à New-York et de l'Académie des sciences et arts de Boston. Il a reçu le prix Nobel de médecine avec le professeur Conrad Bloch (Israël) pour ses travaux sur le métabolisme suivant lequel les acides gras sont fabriqués et dégradés dans les organismes des acides gras.

Un poste de médecin contrôleur de l'aide sociale est vacant à Basse-Terre (Guadeloupe). — Les candidatures sont à adresser au ministère de la santé et de la sécurité sociale — direction de l'action sociale — sous-direction de la réadaptation, de la vieillesse et de l'aide sociale, bureau R.V.3, 9, av. de Lowendal, 75007 Paris.

La chambre d'accusation
d'Aix-en-Provence
favorable à l'extradition
de M. Rhoadie.

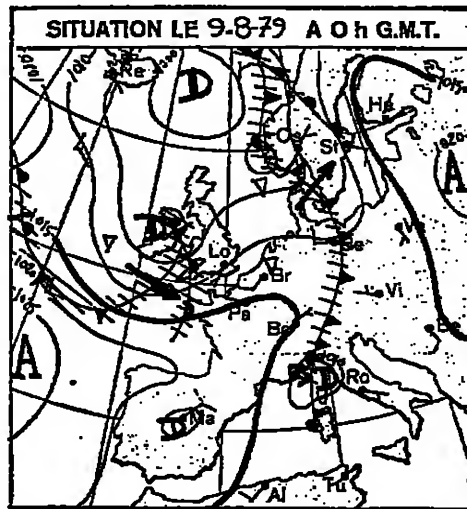
La chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aix-en-Provence a donné, mercredi 8 août, un avis favorable à la demande d'extradition de M. Rhoadie, géologue, ancien secrétaire à l'information du gouvernement d'Afrique du Sud, présentée par les autorités de la République sud-africaine. M. Rhoadie, accusé par son pays d'avoir détourné 72 millions de dollars de fonds publics (le Monde du 21 juillet).

La chambre d'accusation d'Aix-en-Provence a suivi la demande de M. Yves Chauvy, avocat général, qui, mardi 7 août, lorsque l'affaire a été examinée, avait estimé que l'extradition devait être acceptée. L'infraction reprochée à M. Rhoadie relevant du droit commun. Elle a également rejeté la demande de mise en liberté présentée par M. Henri Vincent, défenseur de M. Rhoadie.

Un joueur de rugby de Toulon incarcéré. — M. Manuel Diaz, pilier de l'équipe de rugby du R.C. Toulon, a été incarcéré mercredi 8 août, de violences à agents de la force publique dans l'exercice de ses fonctions et écroué. Il avait blessé à coups de poing, mardi 7 août, deux policiers de la police municipale de Toulon qui l'avaient interpellé, MM. José Sans qui souffre d'une fracture du nez et Jacques Borja victime d'un traumatisme crânien. Tous deux ont été transportés à l'hôpital Brunet, à Toulon. M. Borja, grièvement touché n'a pu encore être entendu. Les deux policiers reprochaient à M. Diaz de faire trop de bruit avec sa moto.

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE



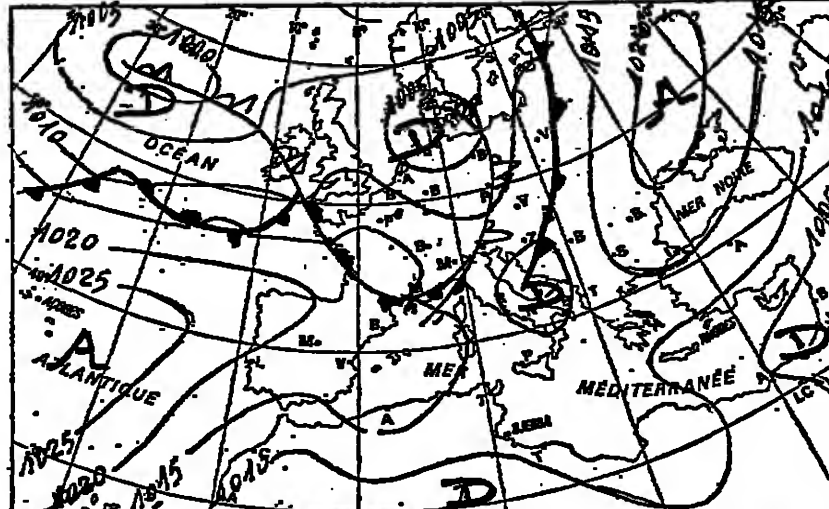
Evolution probable du temps en France entre le jeudi 9 août à 6 heures et le vendredi 10 août à 6 heures :

Un rapide courant perturbé persistera de l'océan Atlantique au nord de l'Europe sur la face septentrionale des hautes pressions de la région des Açores. La France sera affectée par des perturbations.

Tendance : le temps en France restera souvent très nuageux. Des pluies

résiduelles seront observées le matin des Alpes aux Cévennes. D'autres pluies affecteront dès le matin nos régions septentrionales ; elles auront tendance à se localiser le soir, surtout du Bordelais aux Vosges et au Jura, tandis que le ciel deviendra plus variable de la Manche et du Nord à la Vendée. Les régions voisines de la Méditerranée, en bordure de ce courant, bénéficieront cependant de quelques éclaircies passagères.

PRÉVISIONS POUR LE 10 AOUT A 6 HEURES (G.M.T.)



Les vents, du secteur ouest, seront modérés en général et assez forts par moments sur la Manche et la Bretagne.

Les températures maximales, après la baisse de la veille, varieront peu.

Le jeudi 9 août, à 6 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 000,6 millibars, soit 1 000,6 millibars de mercure.

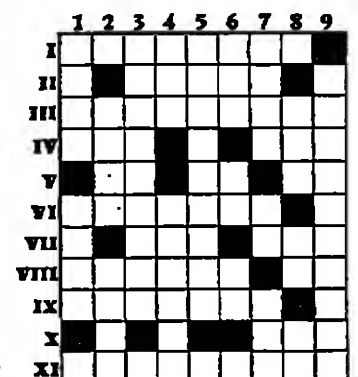
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 9 août, le second, le minimum de la nuit du 9 au 10) :

Paris, 22 et 15 ; Bordeaux, 22 et 13 ; Brest, 20 et 14 ; Caen, 20 et 13 ; Cherbourg, 18 et 12 ; Clermont-Ferrand, 22 et 10 ; Dijon, 23 et 11 ; Lyon, 27 et 12 ; Marseille, 31 et 19 ; Nancy, 21 et 11 ; Nantes, 22 et 14 ; Nice, 28 et 20 ; Paris-Le Bourget, 21 et 12 ; Pau, 22 et 12 ; Perpignan, 28 et 19 ; Rennes, 20 et 14 ; Strasbourg, 24 et 9 ; Tours, 21 et 14 ; Toulouse, 27 et 11 ; Poitiers-Pitre, 31 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Agadir, 25 et 18 degrés ; Alger, 28 et 22 ; Amsterdam, 18 et 10 ; Athènes, 31 et 21 ; Barcelone, 28 et 20 ; Berlin, 28 et 18 ; Bonn, 25 et 10 ; Bratislava, 28 et 17.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2458



HORIZONTALEMENT

I. Point du plat. — II. Ruban plus ou moins large. — III. Sont à même d'apporter quelque paiement à la vie des hommes. — IV. Résultat d'une situation très critique. Exposé à tous les vents. — V. Donné à tous ceux qui doivent accomplir quelque chose. — VI. S'agit de la cuisine. — VII. Résultat d'une décomposition. — VIII. Déniche le sein d'une vieille nourrice. — IX. S'agit de la cuisine. — X. Le moment où ça chauffait le plus en 1789. Ne fait pas un pli quand la coupe est réussie. — XI. Participe. — XII. Cordon blanc. — XIII. Renseigne sur la nature de la matière. — XIV. Au poil aux jambes. — XV. Le cour était au courant de ses multiples liaisons. Héritages anciens.

VERTICALEMENT

I. S'assient les genoux dans les Roches. — II. Sauter. — III. Suffire pour qu'un subalterne se sente suffisamment couvert devant son chef. — IV. Jeu. — V. Met du temps à se déchausser. — VI. Résultat d'une décomposition. — VII. Déniche le sein d'une vieille nourrice. — VIII. S'agit de la cuisine. — IX. Le moment où ça chauffait le plus en 1789. Ne fait pas un pli quand la coupe est réussie. — X. Participe. — XI. Cordon blanc. — XII. Renseigne sur la nature de la matière. — XIII. Au poil aux jambes. — XIV. Le cour était au courant de ses multiples liaisons. Héritages anciens.

Visites, conférences

VENDREDI 10 AOUT

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. — 10 h. 30. Grand Palais, entrée de la galerie. — 6. Le moment où ça chauffait le plus en 1789. Ne fait pas un pli quand la coupe est réussie. — 7. Participe. — 8. Cordon blanc. — 9. Renseigne sur la nature de la matière. — 10. Au poil aux jambes. — 11. Le cour était au courant de ses multiples liaisons. Héritages anciens.

14 h. 45. 45, avenue des Gobelins, Musée Zolovitch : Les manufactures des Gobelins.

15 h. hall du R.E.R., devant le Palais de la Défense. — 6. Le moment où ça chauffait le plus en 1789. Ne fait pas un pli quand la coupe est réussie. — 7. Participe. — 8. Cordon blanc. — 9. Renseigne sur la nature de la matière. — 10. Au poil aux jambes. — 11. Le cour était au courant de ses multiples liaisons. Héritages anciens.

15 h. 45. 45, avenue des Gobelins, Musée Zolovitch : Les manufactures des Gobelins.

15 h. 45. 45, avenue des Gobelins, Musée Zolovitch : Les manufactures des Gobelins.

15 h. 45. 45, avenue des Gobelins, Musée Zolovitch : Les manufactures des Gobelins.

Colloque

Le Centre de recherches sur les marchés des matières premières (CREMMAP) organise, au cours de l'année 1979-1980, son deuxième séminaire, sur le thème « Matières premières et échanges internationaux ». L'inscription est de 110 F ; les demandes seront closes le 7 octobre.

Pour tous renseignements, s'adresser au Conservatoire national des arts et métiers, secrétariat de la chaire de géographie industrielle et commerciale, 252, rue Saint-Martin, 75141 Paris cedex 03, tél. : 271-24-14, poste 426.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 9 août 1979 :

DES ARRÊTÉS

● Relatif à la cotisation due par les entreprises visées aux articles L. 731-1 et R. 731-1 du code du travail ;

● Portant réglementation de la chasse dans le parc national des Cévennes pour la campagne 1979-1980.

UN COIN POUR JOUER

Problème n° 13

Jeu de code

Le sport féroce de la lecture rapide n'a pas d'ennemi plus sûr que l'art de coder les textes. Impossible de parcourir le paragraphe qui suit : il exige une pause.

Mais combien durera la votre ?

© Copyright : le Monde et Pierre Berloquin. (Solution dans le prochain numéro.)

loterie nationale Liste Officielle

TRANCHE DES GERANIUMS
TIRAGE DU 8 AOUT 1979

Termi- naisons	Finales ou numéros	Sommes à payer (cumuls compris) pour un billet entier	Termi- naisons	Finales ou numéros	Sommes à payer (cumuls compris) pour un billet entier
1	9 151 8 991	1 000 5 000	6	3 966 6 506 3 946 304 696	1 000 1 000 10 000 3 000 000
2	2 342	70 570	7	47 247 5 637	150 650 5 000
3	23 0 053 0 063 0 933 0 993 77 883 156 493	150 1 000 1 000 1 000 50 000 500 000	8	8 838 4 278 5 338 7 918	70 570 1 070 5 070 5 070
4	04 0 584	150 1 000	9	29 8 799 15 559	150 1 000 100 000
5	2 385 4 625	5 000 5 000	0	160 2 520	500 10 000
6	556 646	500 500			

PROCHAIN TIRAGE : TRANCHE DES HORTENSIAS
LE JEUDI 16 AOUT 1979 à MALAKOFF (Hauts-de-Seine)

LOTTO	14	21	22	40	45	47
tirage n° 32						
	numéro complémentaire					
	36					

PROCHAIN TIRAGE LE JEUDI 16 AOUT 1979 VALIDATION JUSQU'AU 14 AOUT A PRES-MIDI

la vie littéraire

La mort de Pierre Claudel

La mort de Pierre Claudel, survenu le 23 juillet dernier, à Villeneuve-sur-Fère-en-Tardenois, où son père était né (le Monde du 25 juillet), n'est pas, pour les admirateurs du grand poète, une nouvelle de mince importance car, depuis le 23 février 1955, depuis près de vingt-cinq ans, tout ce que l'on a pu applaudir de Claudel sur la scène en France et à l'étranger dans les mises en scène, les plus audacieuses et les plus classiques, l'a été avec l'approbation et le soutien intelligent et sensible de Pierre Claudel.

Il est toujours malaisé d'être le fils d'un grand homme. Ce l'est plus encore lorsqu'on est chargé de la responsabilité d'une partie essentielle de son œuvre. Paul Claudel doit beaucoup à la pléiade de ses fils Pierre.

Il n'a presque jamais voulu s'exprimer par écrit. Mais il a beaucoup parlé, prononcé quantité de conférences en France et à l'étranger — la dernière au moment de mourir, à Villeneuve-sur-Fère, — et ainsi fait partager à un très nombreux public une intimité qui brillait jusque sur son visage, dans le son de sa voix, dans l'allure de sa personne.

A personne, l'œuvre de Claudel jusque dans ses implications les plus secrètes, n'a été aussi familière. Pierre avait tout lu de ce qu'on avait écrit sur son père, mais il en savait toujours un peu plus.

C'est un peu de Claudel parmi nous qui vient de disparaître. — J. M.

De l'antiquité égyptienne aux problèmes africains contemporains

La troisième édition par *Présence Africaine* (25 bis, rue des Ecoles) de *Nations nègres et cultures*, de l'historien sénégalais Cheikh Anta Diop, montre qu'un livre de cette ampleur, après sa première parution, se conserve toute sa jeunesse et toute son actualité. Dans la préface qu'il avait rédigée pour l'édition de 1964 et qui est reproduite in extenso, Cheikh Anta Diop notait : « Les frontières actuelles tracées pour le monde devenus des lieux communs, sont aujourd'hui devenues des lieux communs, et l'Unesco a même repris à son compte certaines de ses idées. — Ph. D.

conscience en vue de la rendre apte à accepter une future modification ». Ces propos prennent une dimension particulière au moment où se développent au Sahara occidental, dans la corne de l'Afrique orientale ou en Afrique australe des conflits qui ont, précisément, pour origine des litiges frontaliers.

En dépit de certains passages caractérisés par une érudition propre à décourager le lecteur moyen, le texte de *Nations nègres et cultures* recèle une exceptionnelle richesse. Il permet de prendre la mesure du savoir encyclopédique d'un homme qui, pour démontrer l'antériorité et la prééminence du monde culturel noir, fait appel non seulement aux sociologues comme Lévy-Bruhl, aux naturalistes comme Carl von Linné ou Armand Housaye, aux philologistes comme l'abbé Henri Breuil, Gordon Childe ou Laskey, aux égyptologues comme Jean-François Champollion ou Charles Maspero, mais encore aux historiens de l'Antiquité tels qu'Hérodote ou Diodore de Sicile, comme — s'agissant de ce dernier — devait le faire, quelques années après lui, le Jésuite camerounais Engelbert Mweng.

Farouchement opposé au régime du président Senghor, Cheikh Anta Diop, qui est directeur du laboratoire du radiocarbonate de l'université de Dakar, est l'un des intellectuels africains les moins orthodoxes de la génération des années antérieures aux indépendances. Auteur d'une dizaine d'ouvrages dont un savant traité sur la parenté génétique de l'égyptien pharaonique et des langues négro-africaines, il n'a cessé de proposer que les anciens Egyptiens étaient des noirs et que l'Egypte antique avait civilisé le monde. Protestant ainsi très vigoureusement contre la vision occidentale du monde noir, luttant contre une aliénation culturelle ressentie comme un puissant traumatisme par les élites du tiers-monde africain, Cheikh Anta Diop passa, lorsque furent publiés ses premiers écrits, pour un révolutionnaire et pour un illuminé. Pourtant, comme il le note dans la préface de cette troisième édition, beaucoup des thèmes qu'il n'a cessé de développer sont aujourd'hui devenus des lieux communs, et l'Unesco a même repris à son compte certaines de ses idées. — Ph. D.

Maine de Biran, prophète à Bergerac

Maine de Biran ne fut pas seulement philosophe. Il fut aussi député de Bergerac, pendant le Directoire. C'est pourquoi un cercle Maine de Biran vient de se créer dans cette ville, afin de mieux faire connaître l'œuvre du philosophe, et son rôle politique. Le 26 septembre, une plaque commémorative sera posée 33, rue Sainte-Catherine, où naquit Maine de Biran, le 29 novembre 1765. Cette manifestation sera suivie de plusieurs communications dans la salle de l'Orangerie, tandis que les Cahiers de Bergerac — revue créée pour la circonstance — consacreront leur premier numéro à la vie et à la pensée du philosophe.

L'association se propose de favoriser tous les travaux concernant Maine de Biran. Ce penseur avait été un peu oublié. Pourtant, Jean Wahl le considérait, avec Montaigne, Amiel et Proust, « comme l'écrivain qui [avait] le mieux saisi la fluidité de la vie intérieure ».

Geoffroy de Halleux et ses « Carnets »

Geoffroy de Halleux, né en Belgique dans les Ardennes, fut, à partir de 1950 et presque jusqu'à sa mort, le président-directeur général des éditions Desclée de Brouwer, les éditions qu'il nous laisse et que les éditions du Haut-Plateau publient dans une édition illustrée d'une rare élégance, nous font pénétrer une âme épurée d'art et de beauté. Curieux des hommes, cachant la blessure d'une totale surdité sous un sourire vibrant d'enthousiasme, Geoffroy de Halleux fut l'éditeur et l'ami de plusieurs grands écrivains.

Poète ardennais, il nous mène à travers le cheminement de sa vie dans les horizons nuancés de son expérience d'homme et de sa foi de chrétien.

C'est mon Amour qui vole à la pointe, à la crête de la vague...
Le vent du large glisse, au loin fesse
de respirer l'âme du Tout.
Je suis l'embrun... C'est mon Amour
qui vole.
A. G.

CARNETS, de Geoffroy de Halleux. Editions du Haut-Plateau, 1979.

histoire

La « Revue des Deux Mondes » et la politique

● Pour un cent cinquantième.

CETTE année est celle de la *Revue des Deux Mondes* : elle a eu cent cinquante ans le 1^{er} août. La *Revue* est un monument national et une institution. Mais qui dure. Elle n'a pas traversé moins de sept régimes. Cette longévité sans pareille, qui serait déjà belle en soi, s'explique par le prestige, une constante opportunité, un certain caractère presque officiel — c'est là que s'expriment traditionnellement, quand ils veulent prendre hauteur, distance ou recul, ceux qui détiennent le pouvoir, l'ont quitté ou le visent, — enfin, par une vitalité qui s'est prouvée en vivant ; d'où une audience et un succès qui peuvent se chiffrer : car unique en France pour une revue, elle a approché les cinquante mille abonnés.

Littéraire certes, scientifique (elle n'a rien laissé passer ou méconnu d'important, Pasteur ou Darwin ; Claude Bernard et Berthelot furent ses collaborateurs assidus), la *Revue*, enfin, fut politique. Elle le fut même d'abord ; de fondation, et à peu près exclusivement pendant sa première année. Elle l'est largement demeurée. Aussi, est-ce une heureuse idée qu'a eue M. Gabriel de Broglie d'écrire l'histoire politique de la *Revue*. Ce qui revient à passer en revue un siècle et demi d'histoire tout court.

Avec Bulox, la *Revue des Deux Mondes* devenait d'emblée celle de l'avant-garde littéraire. Il serait excessif de dire qu'en com-

passation elle se fit aussitôt celle de l'arrière-garde politique. Maurice Schumann, dans sa préface, applique à l'auteur du livre le mot de Faguet sur Francis Chateaubriand : « inviolablement tenu ». Non moins qu'à son quinquantième directeur, il convient bien à la revue elle-même. « Révolutionnaire » en 1830, mais fort loin du degré de l'ébullition, elle fut contre Charles X, certes, mais pour la monarchie de Juillet, à laquelle elle devait rester fidèle, non sans vigilance et liberté critiques. En 1848, elle accueillit la République avec modération, se fortifiant dans sa vocation de « grand centre libéral », redouta le socialisme, mais entra, au 2 décembre, dans l'opposition d'où elle ne sortit qu'après Sedan : tout juste pour ses quarante ans, Bulox étant toujours là. Nul n'aurait attendu quelle fut communarde, mais, ayant fermement soutenu les institutions de 1875, on portera à son crédit de n'avoir pas été antidreyfusarde et d'avoir dénoncé l'antisémitisme. Temple fervent, salué par Foch, de l'union sacrée et de l'énergie nationale pendant la première guerre mondiale, elle ne fit entendre lors de la seconde, et c'est très significatif, qu'un « ton faussement officiel, irradial ». Il faut suivre enfin l'auteur dans ses analyses sur les affaires religieuses, les questions sociales, le socialisme.

Que l'esprit de la revue devint, jusqu'à une époque récente, de plus en plus conservateur et traditionaliste, c'est l'évidence. Malheureusement, ce ne l'est pas moins en littérature, en dépit d'exceptions éclatantes qu'autorisaient l'histoire même de l'académie. Il va sans dire qu'alors, pour un garçon de vingt ans, la *Revue* était un mauvais lieu. Je n'y pénétrai que dans son exil de Boyat, chargé par Duhamel, « interdit » sous l'occupation, de faire franchir la « ligne » au dernier des *Pasquier*. André Champeix reçoit le manuscrit et le porteur avec des manières affables et même chaleureuses. Tout l'opposé de René Doumic, dont je ne garde (ce n'est pas sa faute) qu'une image dédaigneuse de l'adolescence : un vieux monsieur péremptoire, cessant soudain de discourir pour se protéger d'un assaut de la lumière, en s'écriant : « C'est insupportable ! ». Homme de morale et de famille, il portait sa croix — ah ! quel malheur d'avoir un beau-frère ! — en la personne d'Henri de Régner dont il ne pouvait guère refuser les romans, leurs escapades et leurs pécheresses, se bornant à les censurer, au point (c'est Régner qui le racontait) de n'y pas tolérer le mot « amour » plus de vingt fois.

« Une certaine idée de la France »

Son règne fut le plus long, après celui de Bulox. Je crois bien que c'est très sérieusement que M. Gabriel de Broglie écrit que Doumic avait, lui aussi, « une certaine idée de la France ». A ce propos, l'historiographe note ailleurs que, jusqu'en 1956, la *Revue* n'avait jamais mentionné le nom de de Gaulle. Il fallait le faire.

Depuis neuf ans, il a eu sa revanche. En même temps qu'un appel d'air dérangeait la poussière et attirait les jeunes gens (la rue de l'Université séduisait la rue d'Ulm) : comme vers 1850. Les femmes aussi y prenaient bonne place — plus qu'en 1850, — à commencer par sa codirectrice. Ce ne fut pas seulement dans son titre que la *Revue* ajouta le mot « Nouvelle » : c'était un programme. Aussi, ce que j'ai apprécié, au bout du compte, cette longue rétrospective, c'est que la *Revue* a eu à sa tête deux esprits modernes : Bulox et Jean Jandel. Certes, l'Académie y est toujours honorée : c'est qu'il y reste quelques écrivains. Certes, en politique, la tradition républicaine est maintenue : le président de la République, le chef du gouvernement, les ministres demeurent, dans l'ordre hiérarchique, les premiers collaborateurs de la *Revue*. Mais ils peuvent s'y déverser à l'aise dans la rencontre ou le volage d'opposants, fussent-ils socialistes. Et si nombre de ceux-ci restent à l'écart, ce n'est pas que la *Revue* les y tient, c'est qu'ils ne se sont pas encore aperçus qu'elle a changé.

YVES FLORENNE.

* HISTOIRE POLITIQUE DE LA « REVUE DES DEUX-MONDES », de G. de Broglie. Librairie académique Perrin, 354 pages.

romans

Flora Groult et le parisianisme

● Un dialogue qui a valeur de document.

LEON, le personnage principal du dernier roman de Flora Groult, l'aperçoit tout à coup qu'elle n'est plus « ni tout à fait la même ni tout à fait une autre ». Deux raisons à ce très perceptible changement : elle vieillit, et elle évolue dans un monde où les femmes veulent un autre sort. Elles parlent sans fin des mêmes

problèmes : changeons-nous ? Comment changeons-nous ? Comment faut-il changer ? Ces femmes « à la recherche de leur identité » montrent une bonne volonté touchante : la liberté à laquelle elles aspirent apparaît comme un dur et obscur devoir, qu'elles voudraient remplir de façon irréprochable. Faut-il être amoureux, ou est-ce une perte de soi ? Le mariage est-il encore possible ? Faut-il faire passer la carrière avant les enfants ? Toutes ces questions, qui ne sont

certaines pas neuves, sont infailliblement tournées et retournées en tous sens, avec exemples à l'appui. On trouve ici la femme « qui vit en homme » (mais qui est-ce ?), celle qui a renoncé à ses études pour se consacrer à son foyer, celle qui raconte ses aventures sexuelles à son mari — toutes animées par le désir de bien faire, de ne pas être dupes, de souffrir le moins possible, et de n'avoir pas de remords.

Si sympathique que soit cette recherche, mieux vivre, et si viciant ces personnages bavards, on ne peut pas dire que leurs efforts se montrent bien éclairés : tout le monde se cherche, mais personne ne se trouve, et toutes ces femmes donnent le sentiment d'être surtout hantées par la peur de manquer leur vie, et de n'avoir pas été ce qu'il aurait fallu.

L'originalité du livre, son intérêt le plus vif, tiennent plutôt au langage de Flora Groult et de ceux à qui elle donne la parole. Car ce langage, très précisément situé et daté, est ici consigné avec une fidélité qui donne à ce roman valeur de document historique. En ce sens, il faut en recommander la lecture à Roland Barthes, qui en analyserait les finesses mieux que n'importe qui.

« Quelque part » mais « où » ?

« Leon et tout son petit monde appartiennent à une société bien parisienne, qui voyage beaucoup mais sans se départir de son parisianisme. On cherche un « job », on fait de la « pub », on prend sa « mob », on n'a pas de « bidé ». Ce qui n'empêche pas une belle-mère de déclarer, parlant de son gendre et de sa fille : « Leur univers affectif est tellement fragile, je sens qu'il ne faut pas que je m'en mêle ». Sentiments, impressions, intuitions et malaises, tout se passe toujours « quelque part » : « Elle savait maintenant quelque part en elle qu'elle aimait Maurice pour toujours... » « Ce refus de la lutte, cette perte d'un peu de l'espérance dérivatoire de changer le monde et les êtres paraissait bien à Leon comme une défaite quelque part, une abdication... » « Je dois choisir comme un peu honte, quelque part de lui désobéir... »

Ce « quelque part » obsédant intrigue le lecteur, qui voudrait savoir « où », et ne le saura jamais.

JOSANE DURANTEAU.
* NI TOUT À FAIT LA MÊME, NI TOUT À FAIT UNE AUTRE, de Flora Groult. Flammarion.

Chantal Chawaf ou la maternité comme désir

DANS son sixième livre, Chantal Chawaf amplifie, creuse et enrichit le thème de la maternité, déjà fortement présent dans ses livres précédents. Mais pas n'importe quelle maternité, et, surtout, pas une maternité confortable, rassurante et endormante. Non, une maternité bien à elle, où « les mains et les lèvres courraient toucher les mots ». C'est dire que se trouve renouvelé ici le tour de force — tour de langage, en vérité — qui permet à une écrivain (une des plus nouvelles d'aujourd'hui) de donner un sens différent à une chose originelle : et le sens différent de la maternité, selon Chawaf, c'est d'être désir, de se faire désir, sous l'insistante pression des mots qui la révelent.

Il suffit pour cela d'une petite fille, Medje, et d'un petit garçon, Enguerrand, pris, avec leur mère, dans un monde de chair illuminative, où l'instinct maternel, l'instinct sexual et l'instinct nutritionnel — poussés parfois jusqu'aux ancestrales et festives pulsions de l'amour cannibale — s'associent dans la symphonie d'une perpétuelle naissance. La fille « donne le jour à sa mère », la mère, sur son enfant, « caresse plus que les planètes, plus que les nuages, plus que les océans, plus que son désir ». Le corps est le potentiel, la mesure, l'angoisse et la joie qui nourrissent tout cela. Et ce corps est absolument le même que celui de l'amanita. Une lumière de neige, des bruissements d'étoiles, les sucs de la terre et des nouritures, une « joie pulmonaire » diffuse, lui offrent le champ de sa résonance.

RAYMOND JEAN.

* MATERNITÉ, de Chantal Chawaf, Stock, 123 p.

« Le plus grand des menteurs »

Juif, nègre albinos, fils de SS, Cyrus Sulzberger a écrit « La candidate américaine »
Le Monde
Autre Collection "A" sous le nom de

Allô Libé bobo...

SEUL. Je suis seul, tu es seule, si tu veux nous te sommes donc plus seuls.
Editions CANDEAU

LAUREN BACALL
PAR MOI-MÊME

Écrit par
Lauren Bacall elle-même,
son enfance, Bogart,
Hollywood, le métier de star.

Collection Eugène Clément BRAUN-MUNK
STOCK

JEANNE BOURIN

la chambre des dames

PRIX DES MAISONS DE LA PRESSE
GRAND PRIX DES LECTRICES DE "ELLE"

roman
la table ronde

Mistral
Trésor du Fé

STOCK

LAUREN BACALL
PAR MOI-MÊME

STOCK

essais

Trois portraits de philosophes

● Qu'il se dise poète, analyste ou historien, le philosophe est toujours seul...

Q'EST-CE, aujourd'hui qu'un philosophe ? Quelles questions en apparence naïves et pourtant essentielles ; questions que chaque époque se doit de se poser. Quelques livres récents illustrent d'une façon

exemplaire les diverses conceptions qu'un philosophe peut se faire, en 1979, de son métier. En gros, ces conceptions oscillent entre trois types fondamentaux : trois « portraits », si l'on veut, que l'on peut définir comme étant celui de l'historien, de l'analyste et du poète. Si le rassemble, ici, ces figures très diverses, ce n'est pas dans l'idée de les hiérarchiser. Qu'on ne voie donc point, dans l'ordre de leur énumération, d'intention louche. Le poète, en l'occurrence, c'est Michel Guérin, dont le dernier

livre révèle les affinités profondes avec Goethe, Rilke et Chateaubriand. Le Génie du philosophe se présente en effet comme une « défense et illustration de la métaphysique » ; or on sait que les grands poètes, véritables gardiens du langage, sont aussi de grands métaphysiciens. D'emblée, Guérin donne le ton en affirmant que son livre est dirigé contre les « nouveaux philosophes », avec lesquels il polémise d'autant plus violemment qu'il fut considéré, au temps de son *Socrate héroïque*, publié

dans la collection « Figures », chez Grasset, comme l'un d'entre eux. Aujourd'hui, face à ces nouvelles vedettes, il entend rappeler le caractère nécessairement hautain et solitaire de la méditation philosophique. Pour lui, le génie du philosophe, comme celui du poète, a toujours consisté à fonder (le discours ou le savoir), c'est-à-dire à nommer. L'homme, en effet, n'habite un lieu qu'à partir du moment où il le nomme, où il en assume l'être par son langage. Et c'est pourquoi Michel Guérin croit pouvoir affirmer : « Parmi les mille paratextes du nihilisme contemporain, une seule chose — une seule — est subversive : l'Être... »

L'analyste

Déclaration préemptoire, mais qui ne convaincra peut-être pas grand monde — hormis, évidemment, les heideggeriens. Il n'empêche que Guérin a du souffle. Et si l'on ne voit pas toujours où il veut en venir, le lyrisme de son style, un certain ton oraculaire qu'il semble affecter, ont de quoi emporter. Au fond, Michel Guérin est un grand romantique : il lui importe moins de convaincre que de plaire.

Avec Pierre Kaufmann, nous abordons un tout autre type de philosophie : l'analyste. Rationnel par vocation, clair par tempérament, l'analyste est l'homme de la lucidité critique et des questions fondamentales. On peut voir en lui l'héritier d'un certain dix-huitième siècle, même si, comme c'est le cas ici, son rationalisme puise surtout aux sources de la psychanalyse freudienne. Psychanalyse et pouvoir, tels sont en effet les thèmes de *L'inconscient du politique*, œuvre longuement mûrie où Pierre Kaufmann expose les grandes articulations d'une « théorie de l'illusion » dont Freud, accaparé par d'autres travaux, avait seulement jeté les bases.

Car la politique est, tout comme la religion et l'art, l'une des figures majeures de l'illusion. Au sens freudien, ce dernier terme désigne une croyance (ou un fantasme) qui, sans égard pour la réalité effective, donne satisfaction au désir. Mais de quel désir la politique est-elle l'objet ? Pour répondre à cette question, Kaufmann repart de *Tolstoï et Tabou*. Il montre que l'État, héritier par certains de ses aspects de la fonction paternelle, a toujours eu pour objet de desservir la culpabilité qui étreint tout homme du fait que, pour accéder au langage, nous avons dû répéter pour notre propre compte le meurtre primitif du père. Qu'on ne s'y trompe donc pas : l'État ne peut faire autrement que de prendre le monopole de la violence légitime, quitte à exercer ce monopole selon trois styles bien différents : comme justicier, comme organisateur ou comme porte-parole des victimes opprimées. On aura reconnu, au passage, les trois catégories fondamentales de l'État : conservateur, réformiste ou révolutionnaire. Il restait à montrer comment, à ces catégories, correspondent de façon privilégiée trois types de caractères : l'hystérique, l'obsessionnel et le paranoïaque. C'est ce que fait Kaufmann en illustrant le premier type par l'exemple de Barrès, le second par celui de Guizot et le troisième par celui de Napoléon.

Mais Kaufmann ne se borne pas à remplacer la traditionnelle « biographie des grands hommes » par une enquête sur leurs complexes sexuels ; il s'efforce, au contraire, de renouveler notre conception de l'histoire, en montrant avec précision comment la psychologie des puissances peut s'articuler sur la chaîne des contraintes socio-économiques. Et cela, pour nous amener à une approche plus réaliste du politique — le travail de Kaufmann

s'inscrivant ici dans un courant philosophique qui remonte au moins à Aristote.

Il est significatif que des préoccupations voisines se retrouvent dans un autre ouvrage récent, dont le titre est l'exact symétrique du précédent : *La Politique de l'inconscient*, par Raphaël Draï. Draï lui aussi est un philosophe du type « analyste », que son enquête sur le rôle joué par le temps dans la vie politique emmène rapidement vers les profondeurs de l'inconscient, interrogeant l'imaginaire de l'Occident à travers ses grands mythes fondateurs. Draï souligne donc, à sa manière, le problème des rapports du pouvoir et de la mort. En acceptant le meurtre d'un de leurs ancêtres — Rémus occis par Romulus — les Romains n'ont-ils pas, les premiers, commis une sorte de parricide doublé d'un matricide — lorsque Rome détruisit Alba, la cité mère ? Et d'une façon plus générale, le pouvoir n'aurait-il pas quelque chose à voir avec la parenté, la castration et le phallus ? Il est encore un peu trop tôt pour répondre à ces questions puisque la *Politique de l'inconscient* se veut le premier tome d'une recherche en cours, mais celle-ci s'annonce déjà des plus singulières.

L'historien

Enfin venons-en à l'historien, dont Jean-Marie Beyssade, avec un gros livre sur la *Philosophie première de Descartes*, vient de reprendre le flambeau. Ici, nous nous retrouvons en terrain mieux connu. Héritier de la tradition universitaire française en ce qu'elle a de plus exigeant, l'historien se caractérise par deux traits fondamentaux : son attention aux textes d'une part, son refus de toute critique « externe » d'autre part. Telle est bien, en effet, la méthode de Beyssade, qui traite l'œuvre de Descartes comme une totalité close, et ne lui pose d'autre question que celle de sa cohérence. Sans doute n'est-il pas le premier... mais à force d'attention, Beyssade a réussi à découvrir que Descartes n'a jamais soutenu la fameuse thèse sur « la discontinuité du temps » que lui prêtent la plupart des commentateurs, entre autres Martial Guéroult.

Renversant donc les perspectives classiques, Beyssade est amené à reconstruire le mouvement des célèbres *Méditations* dans un sens peu conforme à celui de son « maître » — car Guéroult reste, qu'on le veuille ou non, le maître de tous les historiens. Mais s'il s'écarte de lui par ses conclusions, Beyssade n'en demeure pas moins fidèle à la méthode de Guéroult (dont Aubier vient, fort à propos, de publier un texte très significatif intitulé *Philosophie de l'histoire de la philosophie*). Sans doute est-ce ce respect minutieux des textes qui fait tout à la fois l'intérêt et la limite du travail de Beyssade.

De cette rapide promenade dans une galerie de types philosophiques aussi divers, une conclusion s'impose : qu'il se dise analyste, poète ou historien, le philosophe est toujours seul en face des mots. Seul, et en quête d'un ne sait quel impossible salut...

CHRISTIAN DELACAMPAGNE.

* LE GÉNIE DU PHILOSOPHE, de Michel Guérin. Ed. du Seuil, 168 pages.

* L'INCONSCIENT DU POLITIQUE, de Pierre Kaufmann. PUF, 208 pages.

* LA POLITIQUE DE L'INCONSCIENT, de Raphaël Draï. Ed. Fayot, 261 pages.

* LA PHILOSOPHIE PREMIÈRE DE DESCARTES, de Jean-Marie Beyssade. Ed. Flammarion, 408 pages.

Glucksmann et la guerre

(Suite de la page 3.)

Glucksmann, à tort ou à raison, est pessimiste à cet égard ; il date de l'an 2004 l'essai inédit du livre, après la guerre nucléaire qui « détruirait » l'Occident. Cet horizon explique-t-il les refus ou les frénésies de notre temps ? Dénatalité : les couples sous la bombe de Damoclès s'interrogent sur l'opportunité de la procréation... Société de consommation : à quel bon l'épargne... Consommation des aujourd'hui les roses de la vie. La dissuasion, j'en ai vu du gouffre, est l'autre expression d'une politique du néant : elle permet, seul et vaste avantage, la paix par la bombe. Elle justifie une oppression par la menace d'une autre pire encore. Les Russes soutiennent le brejnévisme indigène parce qu'ils craignent le communisme des Chinois, plus rude que le leur. Les communistes vietnamiens imposent au Cambodge leur pesante oppression et ils la font célébrer par leurs amis russes et français sous prétexte qu'elle est (en effet) meilleure que le génocide pur et simple tel qu'il fut perpétré par Pol Pot. En attendant, les émigrés du Vietnam se noient par cargaisons entières, comme les lemmings, dans les mers de Chine ou de Malaisie. Carrier à Nantes, autre noyeur, en 1793, n'était qu'un apprenti minable auprès de Pham Van Dong. Du moins eut-on l'idée, contestable mais compréhensible, de la guillotine, peu après, en 1794. Dans un contexte différent, de Gaulle usait volontiers de dissuasion : « Moi ou le chaos », disait-il. Moi ou le néant.

« C'est toujours la mort qui gagne »

Seul résistent au chantage nucléaire ou à la désintégration révolutionnaire les communautés traditionnelles et les spiritualités : les paysans chinois tiennent Robespierre en échec ; les Espagnols se dressent contre Napoléon, lui aussi chevalier du néant. Les ayatollahs renversent un dictateur, mais ils sont trop fouteurs et fusillards pour être honnêtes. Jean-Paul II, à Varsovie, ridiculise d'une double bénédiction exorcistique le siège vide du comité central du parti « Le Vainqueur, combien de divisions ? », demandait Staline. Le même dictateur, mieux inspiré, tirait de sa propre action : « En fin de compte, c'est toujours la mort qui gagne... »

On admirera dans la suite de ce livre les belles analyses de la pensée hégélienne. On regrettera aussi une préquelle permanente et apocalyptique obscurité. Glucksmann, au terme de cette œuvre, préconise-t-il sans le dire un retour à 1789 ? Je suis tenté de le penser ; ce philosophe fait l'éloge des droits de l'homme ; ils ne nous donneront pas le Paradis sur terre, mais ils traceront peut-être les limites infranchissables au-delà desquelles les combattants aux mains nues pourraient dire au despotisme modernisé : tu n'iras pas plus loin.

E. LE ROY LADURIE.

* LE DISCOURS DE LA GUERRE, précédé de EUROPE 2004, d'André Glucksmann. Grasset, 444 pages.

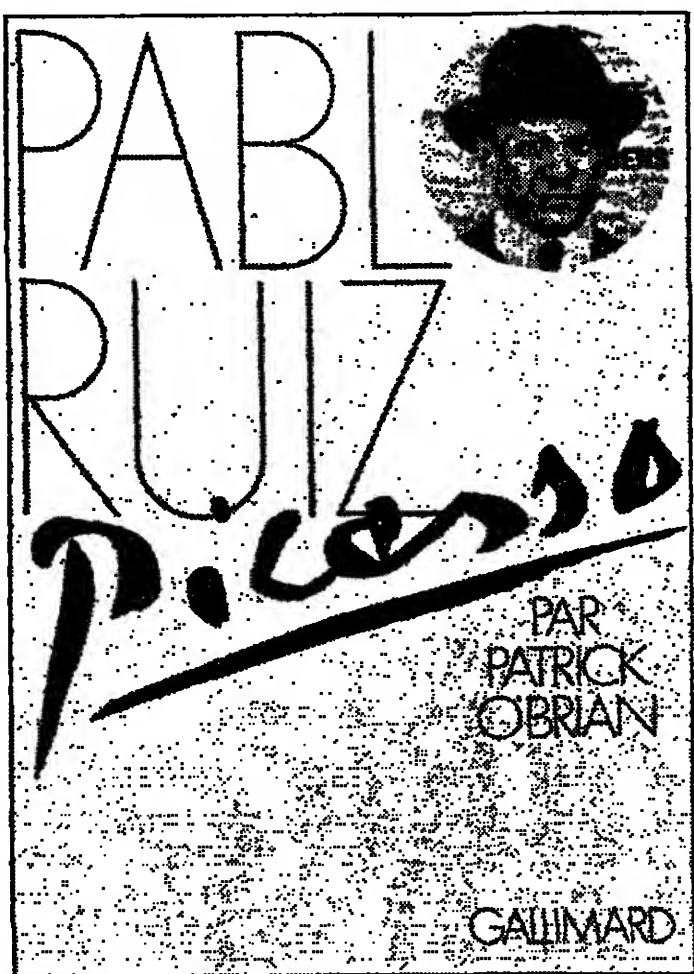


LIRE en été Patrick O'BRIAN

Un gros livre mais encore trop court. Quel roman que cette vie, quel personnage extraordinaire au milieu de circonstances que sa seule présence rend extraordinaires !

Jean Clémentin - *Le Canard enchaîné*

GALLIMARD



Valérie Valère
LE PAVILLON
DES
ENFANTS FOUS
par l'auteur de Malika

STOCK
documents

Ania Francos
IL ÉTAIT
DES FEMMES
DANS
LA
RESISTANCE...
Grand prix
des lectrices de Elle 1979

Catherine
Baker
LES
CONTEMPLATIVES.
DES FEMMES
ENTRE ELLES

Margot Peters
CHARLOTTE
BRONTË,
UNE AMÉ
TOURMENTÉE

René Dubos
Jean-Paul
Escande
CHERCHER
des médecins,
des chercheurs...
et des hommes

François
LA 6^e COLONNE
Si
les Russes attaquaient...

STOCK

société

Glucksmann
et la guerre

Deux « croqueurs » de vedettes

Sen,
caricaturiste
sans méchanceté



Sen, par lui-même

ÀUX premiers jours de 1900, Georges Gourdat monte à Paris avec l'ambition de réussir. Quatre ans plus tard, il reçoit la croix de chevalier de la Légion d'honneur. La première consécration ! Il arrive de Périgueux, où il est né en 1885, avec le désir de se lancer dans la caricature ; il change son nom, sans doute pour ne pas porter ombrage à une honorable famille d'épiciers en gros du Périgord, et aussi par admiration pour son aîné Cham. Et il devient Sen, le fils aîné de Noé, l'un des caricaturistes les plus typiques et les plus adroits de la Belle Époque, chroniqueur attitré de la société mondaine et des snobs.

On l'aurait cru et un de ses dessins ne continuait à orner, depuis soixante-dix ans, le menu de Maxim's, — qui n'a tout de même pas le titre du Journal ou de l'Illustration pour qui il travailla. Même érigé en monument, il n'aurait pas songé à s'enorgueillir du plus dandy de sa filie, mais le gros album de Pierre Fanlac se dresse désormais comme un monument ambigu à la gloire (dérrière) des fêtes et des cocottes. Abbi, aussi, il faut bien le dire, à tarder à tirer gloire du comte de Toulouse-Lautrec. Mais l'un était un artiste, l'autre un écolier. Dans ce Paris où la province venait faire la fête, ne fréquentaient-ils pas tous deux le même monde, les champs de courses, les parties de campagne, les musées, les stations balnéaires à la mode ?... Et les « maisons » ?... Sen n'en souffle mot pas plus que de politique. Il ne se départ jamais d'une discrétion sur lui-même tout à fait digne du dandy jasse-parlons qu'il veut être. Le canotier de côté, le celine à la main, ses yeux myopes, dédaignant les ridicules et les travers avec la sûreté d'un appât photographique, « vous découverts les âmes », le complimente l'Y. Willy, qui craint sans doute qu'il ne devienne trop la sienne.

Sans se voir l'ami de tous, et la presse, le théâtre, le monde et le demi-monde sont finalement flattés d'être croqués par lui, même ce n'est pas à leur avantage. Mais, à force de faire de l'esprit dans le beau monde, le petit provincial a fini par en faire partie : silhouette inévitable de la « vie parisienne » comme celle du donateur dans les tableaux flamands. A vouloir observer de trop près ce que l'on caricature, on perd sa férocité et son âme. D'ailleurs, comme Lautrec ou Daumier, on préfère faire scandale. Ce n'était pas dans la nature de Sen.

N'COLE ZAND.

★ SEN, de Madeleine Bonnelle et Marie-José Memmet, Pierre Fanlac, Périgueux, 132 pages grand format.

Philippe Labro
psychologue
de nos monstres sacrés

EN préface au recueil d'articles qui consacre dans *Paris-Match*, en 1977 et en 1978, aux vedettes politico-sportives-artistiques de notre temps, Philippe Labro pose cet âge, qui devait voir l'avènement de la civilisation d'après, se caractérise, en fait, par une exorcisation de l'Égo. « L'arène est roi, s'écrie-t-il, et les médias lui servent de Plutarque. »

C'est que, peut-être, lorsque l'ego et le poids appartiennent aux masses, le seul moyen de sortir d'anonymat est d'affirmer et de cultiver son sur-soi. Et pas seulement au niveau des vedettes, des super-stars, mais aussi à celui du bureau, de l'usine, de l'autoroute, de la plage, de la H.M. Les Nèsses poussent aussi au ras des pâquerettes.

Mais ici, il s'agit de monstres sacrés. Philippe Labro en a choisi une dizaine, qui vont de Jacques Chirac à John Kennedy, en passant par Jean Prouvost, Belmondo, Jim Travoita, Woody Allen, John Wayne, Björn Borg, Cassius Y. Lind, Veituna, Claude François, Elvis Presley et les punks. Beaucoup de noms déjà dans ce Gotha de la survie, de la surpuissance, de la célébrité. Et quelques trajectoires qui ont tourné en : Travoita, les punks.

Dans l'ensemble, un trait caractérise : ce voir dans le miroir des médias comme on se voit dans le sien. S'extraire de la masse pour se retrouver le sur soi prometteur glorieux, d'où l'on peut contempler le monde ses pieds. Ce n'est pas pour rien que la plupart de ces héros se situent en Amérique, qui a toujours fasciné Philippe Labro. Rockefeller Center et la statue de la Liberté ont leur place dans cette galerie des ambitions démesurées.

Pour beaucoup d'égalité — et ce n'est pas nouveau, mais Philippe Labro traite cet aspect en romancier plus qu'en chroniqueur, — la clé de ce volontarisme est le besoin de prendre une revanche sur la naissance. On est pauvre. On n'est pas très beau. On n'est peut-être pas très doué. On est juif. On est Noir. Alors, on force le destin. On fait un spectacle, un sacre. On est né de la rue. On veut être roi.

Philippe Labro résume également que la plupart de ces réussites sont liées à des évènements de mesure, des phénomènes de société. Elles sont les phases d'un véhicule qui se déplace avec le temps et l'histoire.

Une seule exception dans cette galerie, qui prend parfois l'aspect d'une fresque huppée, gesticulante, bouffonne ou dramatique : Mme de Gaulle, anti-star. On peut penser que Philippe Labro, Narcisse lui-même heures, mais Narcisse réfléchissant autant que réfléchi, et, contrairement, ne l'a choisie que pour mettre en évidence cet aspect du narcissisme en exercice : la tentation de son contraire, l'effacement, l'obscurité, la patience.

PAUL MORELLE.

★ TOUS LES ÉLÉMENTS de Philippe Labro. Éditions Filipacchi, coll. « Le poids mots », 230 pages.

Une analyse
du système prostitutionnel

● Une expédition
punitive contre les nou-
velles idées reçues.

APRÈS la révolte des prostituées françaises, en 1975. Année de la femme, on avait assisté à une floraison de témoignages de filles publiques sur les charmes et les incertitudes de leur métier. Témoignages à ras du trottoir où l'auto-justification le disputait à l'illusion lyrique. La ferveur, les pensées ont été répétées. Les porte-parole aux noms glorieux — Ulla, Sonia, Barbara — ont regagné l'ombre propice de leur profession. Tout est dans l'ordre. L'ordre prostitutionnel. Aucun ouvrage plus que celui de Jean-Jacques Lebel, sottement intitulé *L'Amour et l'Argent* et plus justement sous-titré *Traversée de l'institution prostitutionnelle*, ne rend compte avec autant de pertinence, d'humour, d'érudition et de finesse des règles de vie, ou de non-vie, d'un infra-monde esclavagiste.

La promenade à laquelle il nous convie est une sorte d'expédition punitive contre les idées reçues. Chacun en prend pour son grade. Le chrétien qui rêve de réinsertion voit se retourner son rêve. La féministe qui — un temps — crut que la lutte des prostituées était une libération s'entend dire qu'elle s'était fourvoyée au pays de ses ennemis. La fille de joie révolutionnaire qui prenait sa sujétion pour un miracle éthyque et légitime est renvoyée à son maquereau.

Des premiers bords d'Etat créés par Solon à la récente proposition de loi de M. Le Tac (R.P.R.), Solon au petit pied, suggérant la création de bordels municipaux, J.-J. Lebel montre, avec une abondance de textes à l'appui, la constance du comportement éthyque à l'égard de la prostitution. Il a voulu, explique-t-il, « démythifier (...) une des plus puissantes et archaïques machines de pouvoir de la société marchande ». Et il résume ainsi son propos : décrire « la servitude capitaliste à partir de la prostitution prise comme exemple de l'esclavage au sens marxiste ». Ce qu'il développe de la manière suivante : « Le prostitué est là pour servir de garant institutionnel à la servitude du sujet qui se sait, et se veut, dominé, non pas tellement par quelque chose, mais par la loi du marché, par la structure économique et idéologique qui le sécurise et l'opprime, par un rapport social de production qui, en même temps, l'annule et l'aide à survivre. L'application du système industriel et tarifaire a pour résultat d'uniformiser et de standardiser les conduites sexuelles, affectives et sociales. C'est sa finalité première. »

Simulacre

Les étapes du « voyage » avec Jean-Jacques Lebel sont d'inégal intérêt, et il arrive fréquemment qu'on ait le sentiment de tourner en rond. « Circularité », comme on dit volontairement et qui ressemble à l'organisation close du système prostitutionnel. Clôture où s'enferment trois corps : le corps prostitué, le corps client et le corps maquereau. Lieu d'un simulacre ainsi décrit : « La transaction prostitutionnelle est un simulacre schizophrénique entre deux absents professionnels, le corps client et le corps prostitué, faisant semblant d'être là, au service d'un troisième larron qui attend en bas en jouant aux cartes au bistro. » Ainsi l'activité prostitutionnelle ne produit-elle que du « manège ». Et l'on songe à la remarque de Sacha Guitry : « En amour, le meilleur moment, c'est quand on monte l'escalier. »

Jean-Jacques Lebel joue aux quilles avec les mythes. Les anciens et les modernes. Avec

un plaisir évident, il renvoie, si l'on ose dire, des à dos, le puritain et le pervers, le « mac » et le client. Un livre irrespectueux où l'on ose écrire : « Le corps prostitué se conforme à l'orthodoxie capitaliste en ceci qu'il s'exploite lui-même : au lieu de théoriser pour lui l'argent qu'il gagne, il le donne à son patron, son mac. »

BRUNO FRAPPAT.

★ L'AMOUR ET L'ARGENT, par Jean-Jacques Lebel. Edit. Stock 2, 460 pages.

georges elgozy
de
l'humour

prix de l'essai de l'Académie française 1979

"pétillant de la première à la dernière ligne."

L'AURORA

"un livre rare, à la fois plaisant et profond."

LE FIGARO

"bourré de citations drôles."

LE POINT

denoël

LIRE
en étéC. IRVING et
H. BURKHOLZ

Eddie Mancuso et Vassili Borgneff
décident de prendre une retraite anticipée.
Ces deux hommes sont les meilleurs spécialistes des U.K.D.
(engins meurtriers non conventionnels) qu'ils inventent
l'un pour la C.I.A., l'autre pour la K.G.B.
Mais il n'est pas facile de quitter
ces employeurs-là...

GALLIMARD

Jean eustie
L'HITAGE
D'ENTSTOCK
littératureAndré Stil
L'OPTIMISME
LIBREMENT
CONSENTILeonardo
Sciascia
LA SICILE
COMME
METAPHOREAlberto
Moravia
LE ROI
EST NUMarie-Thérèse
Humbert
A L'AUTRE BOUT
DE MOISerge Rezvani
LE CANARD
DU DOUTE

0751 271149

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.E.
DEMANDES D'EMPLOI	51,00	59,00
IMMOBILIER	35,00	41,00
AUTOMOBILES	35,00	41,00
AGENDA	35,00	41,00
PROF. COMM. CAPITAUX	95,00	111,72

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCAUSSEES	La ligne	La ligne T.E.
OFFRES D'EMPLOI	50,00	55,28
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	22,00	27,05
AUTOMOBILES	22,00	27,05
AGENDA	22,00	27,05

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux

Offshore System Technology

Single Buoy Moorings Inc. leader dans le domaine de la technique offshore, est à l'origine du système des plates-formes flottantes pour la production, le stockage et l'acheminement du pétrole. La Société, en rapide expansion du fait de la demande internationale pour ses produits, offre à des ingénieurs des opportunités de carrières très attrayantes dans un environnement professionnel hautement stimulant.

Senior Cost Engineer Basé à Monaco

Pour préparer et/ou superviser la préparation des devis de projets complets y compris les coûts des sous-traitants et des fournisseurs.

Les candidats auront une expérience d'au moins 10 ans dans l'estimation des coûts de la chaudronnerie lourde, de la fabrication des pièces mécaniques lourdes et/ou de la construction navale. Une connaissance de l'industrie offshore est souhaitable. Une bonne connaissance de l'anglais est essentielle.

La Société offre des salaires en rapport avec l'importance qu'elle attache à la sélection de son personnel. Des avantages sociaux intéressants et une perspective de carrière permanente sont inclus dans ce groupe international en plein développement.

Les réponses sont à adresser en langue anglaise avant le 31 août avec C.V. détaillé et photo au :



Directeur Du Personnel,
Single Buoy Moorings Inc.,
Boîte Postale 157,
Monaco (Principauté)

Maintenance Industrielle Lyon

Notre entreprise conçoit, construit et livre des ensembles industriels de très grandes dimensions. Le nombre d'unités réalisées, les projets actuels et nos perspectives à court et moyen terme impliquent un considérable développement de la Division Maintenance. C'est pour la renforcer et mettre en place ses futures structures d'encadrement que nous souhaitons recruter un

Responsable d'Intervention

Cet ingénieur coordonne l'ensemble des opérations de maintenance d'une ou plusieurs installations. Il définit les besoins, mobilise les services internes et les sous-traitants, et plus généralement organise et planifie les opérations. Il entretient en outre des contacts avec les clients et différents organismes extérieurs. Intervient sur des opérations d'ordres très divers. Il a une formation et une expérience (5 ans au moins) polyvalentes (mécanique, tuyauterie, électricité). Il a si possible acquis cette expérience sur des chantiers faisant appel à de nombreux fournisseurs. Prévoir des déplacements fréquents et de courte durée sur les sites. Merci d'adresser candidature et C.V. sous la réf. 77167 M/LSJ à HAVAS CONTACT - 156, bd Haussmann - 75008 PARIS.

Nous recherchons pour une entreprise implantée sur le LITTORAL OUEST et fabricant du matériel électronique complexe

UN INGENIEUR DIPLOME

qui prendra la responsabilité de son SERVICE ORDONNANCEMENT GENERAL ET FABRICATION.

Outre une solide formation de base concrétisée par un diplôme d'ingénieur, les candidats devront posséder de bonnes références — techniques, organisation et commandement — acquises si possible dans une industrie similaire.

Adressez C.V., photo et prétentions sous n° 2134 à CONTESTE Pub., 20, av. Opéra, 75004 Paris, qui se chargera de la sélection.

ASSOCIATION ORBAG recrute pour ses établissements

L.O.R. MACANAN et L.M.E. NAZARETH

DIX EDUCATEURS SPECIALISES

à compter du 4 septembre 1979

Faire acte de candidature et C.V. à M. le Directeur L.M.E. NAZARETH, 233, rue Saint-Genès 33052 Bordeaux cedex - Tél. (56) 95-18-65.

AGENCE POUR LES ECONOMIES D'ENERGIE

Représentation régionale à Orléans recherche

UN INGENIEUR GRANDE ECOLE

Chargé de développer les actions d'économies d'énergie et d'encadrer les équipes nouvelles en région Centre. Disponible rapidement.

Adressez C.V. au :

SERVICE DE L'INDUSTRIE ET DES MINES

43, av. de Paris, 45000 ORLEANS

Tél. 02 23 42 00 25

Laboratoire de recherche électrotechnique implanté à BESANCON recherche

INGENIEUR

spécialisation informatique, scientifique, micro-procédés, diag. logiciel, militaire. Entre immédiatement. Envoyer C.V. avec photo à PUBLICITE MO DERNE, 60, Grande-Rue, 25000 BESANCON n° 28788.

ANNONCES CLASSEES TELEPHONEES

296-15-01

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.



emplois internationaux

SOCIETE INTERNATIONALE D'ORGANISATION ET D'INFORMATIQUE

filiale d'un grand établissement financier français

recherche pour séjours résidentiels dans pays en voie de développement

INGENIEURS grandes écoles

DEBUTANTS — OPTION INFORMATIQUE DE GESTION

Formation complémentaire assurée.

Adressez C.V. détaillé, photo et prétentions s/n° 3165 à Axial Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

ENTREPRISE INSTALL. ELECTRICITE INDUSTRIELLE

Importants groupes français connaissant un fort développement à l'étranger, recherche pour sa filiale en ARABIE SAOUDITE

INGENIEUR ELECTRICIEN GRANDE ECOLE

Le candidat, parfaitement bilingue FRANÇAIS/ANGLAIS, aura au moins 35 ans et une expérience de 5 à 8 ans d'ingénieur d'affaires dans une spécialité. Expérience d'entreprise très développée possédant un bon sens des relations commerciales, de la conduite des hommes et des chantiers.

Ce poste débouche à court terme sur la direction de la filiale.

Adre. C.V., photo, prétentions à R.P. (P. Y. 30), 50, rue de la Fontaine-au-Roi, Paris (11), qui transmettra.

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

offres d'emploi

AGENCE BOSCH PUBLICITE

Nous cherchons un nouveau

RESPONSABLE DE BUDGETS (H. ou F.)

Son expérience : Formation universitaire — anglaise parlée et écrite couramment — professionnalisme au service des clients — gestionnaire de plusieurs années de marques performantes.

Ses responsabilités : gérer plusieurs budgets de grande consommation et de tourisme en contact direct avec la création et l'un des trois directeurs de l'agence.

Son cadre de travail : 30 collaborateurs expérimentés et jeunes (moyenne 35 ans) — bureaux dans quartier Montparnasse — parking — une majorité de produits leaders ou dynamiques sur leurs marchés.

Son salaire : au-dessus de la moyenne professionnelle.

Prévoir adresser C.V. avec mention dernier salaire et date d'entrée possible, à :

AGENCE BOSCH, Direction Générale, 4, rue Dulac, 75015 PARIS.

BANQUE INTERNATIONALE

recherche pour le service crédit documentaire (Import-Export)

Personne avec minimum trois années d'expérience

recherche pour le service crédit

Personne chargée de la centralisation des renseignements, avec expérience

Envoyer curriculum vitae et prétentions sous n° 1 015.013 à R.P. (P. Y. 30), 50, rue de la Fontaine-au-Roi, Paris (11), qui transmettra.

ASSUREUR cherche 2 bons VENDEURS, essayez formation septembre, min. garanti 2.000 F après commission — frais. Ecr. 5.040 SIEP, 5, r. Châtelet, Paris (2), qui transmettra.

ERIN recherche pour développement de logiciels de base, applications TP, matériel type MIRA - SOLAR - SEL.

DES INGENIEURS débutants

DES ANALYSTES PROGRAMMEURS minimum DUT

Ecrire avec C.V., 32, rue 318, 5 AXIAL Pub. 91, rue Saint-Honoré, Paris 8, qui transmettra.

CAISSE REGIONALE D'ASSURANCE MALADIE D'ILE-DE-FRANCE recherche pour son LABORATOIRE CHIMIE TECHNIQUE-CHIMISTE

Homme, diplômé S.T.S. ou équivalent, possédant permis de conduire, pour prélèvements d'échantillons dans usines et analyses chimiques en laboratoire. Salaire annuel brut de début : 45.416 F. Adre. C.V. complet manuscrit à Mme le Chef du Personnel, 17-19, r. Plandre, 75015 PARIS CEDEX 15.

NEULLY HAVAS CONSEIL

(un) chef de publicité confirmé(e)

(minimum 4 ans d'expérience en agence, produits grande consommation)

Adressez C.V. et prétentions au Service du Personnel, HAVAS CONSEIL, 135, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 NEULLY.

secrétaires

Touriste/rédacteur

SECRETAIRE STENOGRAPHE bilingue anglais, 3 ans exp. Ne pas se adresser, adresser lettre manuscrite à C.V. + photo à Explorator, 14, pl. de la Madeleine, Paris-8.

information divers

CENTRE D'ESTHETIQUE

Tous soins du corps visage

RELAXATION

296 69 87

L'immobilier

appartem. vente

3° arrdt.

MARAI

Bel Hôtel XVIII^e restauré Du studio au 6 pièces S.P.P.S.I. (Groupe S&P) Tél. 27-53-40 - 27-75-80

4° arrdt.

AU CŒUR DU MARAIS

57-9, RUE DES TOURNELLES

Rénovation de grande qualité 3-4 pièces duplex. Vues km2 à vendre, heures br et samedi après-midi - 27-69-10

7° arrdt.

PALAIS-BOURBON

Studio 1^{er} confort, parfait état. Excellent investissement. SECONDI - 87-08-43

15° arrdt.

VAUGIRARD

De l'im. récent, beau livg + 2 chambres, terrasse, parking, cave, parfait état - 26-55-46

17° arrdt.

IDEAL PLACEMENT

SACRIFIE

4 étages

Boulevard + 2 pièces

3 pièces duplex 45 m2 1^{er} confort URGENT - Prix 490.000 F. Tél. le matin : 32-75-42

92 Hauts-de-Seine

NEULLY TERRASSE

Appart. de charme pour artiste AVEC ATELIER PEINTRE + réfection, 3 ch., cave, parc. SAINT-PIERRE - 543-11-99

94 Val-de-Marne

SAINT-MANDE - Résidentiel

avec terr., jardin, entrée, cuis., séjour, salon, 4 ch., 2 b., 2 wc, lingerie sous-sol, soleil, calme, 1.585.000 F. - 345-82-72

LE PERREUX

IMMEUBLE NEUF LUXE, 3 p., 60 m2, 2 s. de bain, dressing, cuis., aménagé, 2 parkings, jardin privatif 60 m2. Prix 280.000 F. acte en main - 500-52-76

Province

A VENDRE

VALLEE DE CHAMONIX

vue sur mont Blanc, commune des HOUCQUES, du studio au 3 p. A partir de 470 F le m2. 64, bd de Sébastopol, Paris-8 - 242-43

St-Raphael, 90 m2, de la plage, centre, 4 p., 2 b., 2 wc, avec sde terrasse. Tél. (94) 35-48-55

appartements occupés

Ptairie vend après occupée, 2 à 4 p. dans imm. bourgeoise Paris 17^e, 20, Saint-Mandé. Idéal placement - 22-02-84

locations non meublées Offre

Paris

3, av. de l'Observatoire, 6 p., tout conf., p. étg., ASC, 429 F. Visite ce jour (vend. 17 à 18 h.)

locations non meublées Demande

Paris

URG. Etudiant ch. studio (9 p.), 1^{er} étg., 2 ch., 1 b., 1 s., 1 wc, 226-47-47, 8 h. 30-12 h. 30.

Région parisienne

Pour Stes européennes cherche villa pavillonnaire pour cadres. Durée 2 à 6 ans - 283-57-82

locations meublées Demande

Paris

SERVICE AMBASSADE pour cadres mutés PARIS rech. du STUDIO au 3 PIECES LOYERS GARANTIS par S&P ou ambassades - 285-11-08

Région parisienne

EMBAISSY SERVICE recherche du studio au 6 PIECES Paris et villa banlieue Ouest. Propriétaire direct. 263-67-77

locaux commerciaux

Plein centre TOULOUSE, ouverture centre commercial magasins différentes superficies 296 F. Excursions. T. 263-44-25

Ball Commercial sans porte à professionnels conf. BUREAU WINDSOR, 4, place Occident, face Hôtel Mercure, 37000 TOULOUSE

Tél. : (61) 21-02-00

(61) 23-63-19

Boutiques

Très beau Magasin à votre disposition

Chaussée d'Antin-Tribute au 35, r. de Châteaudun, Paris 9^e, 200 m2, 2 ch., 1 b., 1 s., 1 wc, 1 cuisine, 1 salle de bain, 1 salle de réception, 1 salle de stockage, 1 salle de rangement, 1 salle de lavage, 1 salle de séchage, 1 salle de pressing, 1 salle de couture, 1 salle de teinture, 1 salle de blanchiment, 1 salle de repassage, 1 salle de rangement, 1 salle de lavage, 1 salle de séchage, 1 salle de pressing, 1 salle de couture, 1 salle de teinture, 1 salle de blanchiment, 1 salle de repassage.

Très belle villa, 100 m2, 4 ch., 1 b., 1 s., 1 wc, 1 cuisine, 1 salle de bain, 1 salle de réception, 1 salle de stockage, 1 salle de rangement, 1 salle de lavage, 1 salle de séchage, 1 salle de pressing, 1 salle de couture, 1 salle de teinture, 1 salle de blanchiment, 1 salle de repassage.

Très belle villa, 100 m2, 4 ch., 1 b., 1 s., 1 wc, 1 cuisine, 1 salle de bain, 1 salle de réception, 1 salle de stockage, 1 salle de rangement, 1 salle de lavage, 1 salle de séchage, 1 salle de pressing, 1 salle de couture, 1 salle de teinture, 1 salle de blanchiment, 1 salle de repassage.

villas

A 10 min. Aix-en-Prov., vd villa rec. 300 m2, 4 ch., 1 b., 1 s., 1 wc, 1 cuisine, 1 salle de bain, 1 salle de réception, 1 salle de stockage, 1 salle de rangement, 1 salle de lavage, 1 salle de séchage, 1 salle de pressing, 1 salle de couture, 1 salle de teinture, 1 salle de blanchiment, 1 salle de repassage.

Très belle villa, 100 m2, 4 ch., 1 b., 1 s., 1 wc, 1 cuisine, 1 salle de bain, 1 salle de réception, 1 salle de stockage, 1 salle de rangement, 1 salle de lavage, 1 salle de séchage, 1 salle de pressing, 1 salle de couture, 1 salle de teinture, 1 salle de blanchiment, 1 salle de repassage.

maisons de campagne

ARDECHE, terrain 1 ha 30 av. grange à restaurer, belle maison, vue - 146, 971 72-25-25

propriétés

Très beau mas limite GARD-VAUCLUSE, 8 francs collines sur 3 ha, prés, vue 1/300, belles et mont Ventoux, tr. belle construction en pierre, 200 m2 habitables, 7 p. princ., 60 confort, très gd terrain ombragé, planté, tr. belle et gte piscine moderne. Surface 1.000.000 F (urgence) Agce BOYER, 70, bd Gambetta, NIMES - Tél. (64) 63-41-85

terrains

Morbihan Occan. Environnement, très exotique, terrain constructible, 14, Manoir Landerholm, 5070 Sarzeau, T. (97) 41-61-37

villégiatures

Dans le LUBERON (Vaucluse), vd terrain 1 ha, env. tr. arboré, vue inégalable, zone protégée, avec permis de construire 16 (60) 71-37-50 H. R. 60 71-02-97 H.S.

PARIS-LODRES (Centre)

aller et retour avion + autocar 296 F. Excursions. T. 263-44-25

VACANCES SPORTIVES AU SOLEIL - TENNIS - VILLAGE

Mass. meublé confort 2 à 4 personnes. LES HAUTS de NIMES - 3000 NIMES

SOPREX (64) 36-02-24

LES MARCHÉS FINANCIERS

A PROPOS DE... UNE ETUDE DE LA CONFÉRENCE EUROPÉENNE DES MINISTRES DES TRANSPORTS

Fin de la bougeotte ?

La conférence européenne des ministres des transports, qui s'est ouverte à Paris le 8 août, est l'occasion pour les experts de se demander si la bougeotte, cette vague de révoltes qui a secoué les transports européens, est définitivement terminée. Les ministres des transports de l'Union européenne se réunissent à Paris pour discuter de la situation des transports dans les différents pays de la zone.

La conférence européenne des ministres des transports, qui s'est ouverte à Paris le 8 août, est l'occasion pour les experts de se demander si la bougeotte, cette vague de révoltes qui a secoué les transports européens, est définitivement terminée. Les ministres des transports de l'Union européenne se réunissent à Paris pour discuter de la situation des transports dans les différents pays de la zone.

La conférence européenne des ministres des transports, qui s'est ouverte à Paris le 8 août, est l'occasion pour les experts de se demander si la bougeotte, cette vague de révoltes qui a secoué les transports européens, est définitivement terminée. Les ministres des transports de l'Union européenne se réunissent à Paris pour discuter de la situation des transports dans les différents pays de la zone.

La conférence européenne des ministres des transports, qui s'est ouverte à Paris le 8 août, est l'occasion pour les experts de se demander si la bougeotte, cette vague de révoltes qui a secoué les transports européens, est définitivement terminée. Les ministres des transports de l'Union européenne se réunissent à Paris pour discuter de la situation des transports dans les différents pays de la zone.

La conférence européenne des ministres des transports, qui s'est ouverte à Paris le 8 août, est l'occasion pour les experts de se demander si la bougeotte, cette vague de révoltes qui a secoué les transports européens, est définitivement terminée. Les ministres des transports de l'Union européenne se réunissent à Paris pour discuter de la situation des transports dans les différents pays de la zone.

La conférence européenne des ministres des transports, qui s'est ouverte à Paris le 8 août, est l'occasion pour les experts de se demander si la bougeotte, cette vague de révoltes qui a secoué les transports européens, est définitivement terminée. Les ministres des transports de l'Union européenne se réunissent à Paris pour discuter de la situation des transports dans les différents pays de la zone.

La conférence européenne des ministres des transports, qui s'est ouverte à Paris le 8 août, est l'occasion pour les experts de se demander si la bougeotte, cette vague de révoltes qui a secoué les transports européens, est définitivement terminée. Les ministres des transports de l'Union européenne se réunissent à Paris pour discuter de la situation des transports dans les différents pays de la zone.

La conférence européenne des ministres des transports, qui s'est ouverte à Paris le 8 août, est l'occasion pour les experts de se demander si la bougeotte, cette vague de révoltes qui a secoué les transports européens, est définitivement terminée. Les ministres des transports de l'Union européenne se réunissent à Paris pour discuter de la situation des transports dans les différents pays de la zone.

La conférence européenne des ministres des transports, qui s'est ouverte à Paris le 8 août, est l'occasion pour les experts de se demander si la bougeotte, cette vague de révoltes qui a secoué les transports européens, est définitivement terminée. Les ministres des transports de l'Union européenne se réunissent à Paris pour discuter de la situation des transports dans les différents pays de la zone.

PARIS 8 AOUT

Séance de consolidation Remontée de l'or

Après deux jours consécutifs de forte hausse, le marché a connu une pause et s'est consolidé. Le marché est donc resté campé sur ses positions de la veille, marquant à la Bourse de Paris, et l'indicateur statistique n'a pratiquement pas varié.

Cela ne signifie pourtant pas absence de mouvement, même si une tentative de volée française n'a pas été reproduite. Le nombre de transactions a été en revanche très élevé, ce qui est un signe de la poursuite de la hausse.

Le matériel électrique est resté en forte hausse, tandis que l'immobilier a subi une correction. Les plus sévères ont été les valeurs de la construction et de l'énergie.

Les valeurs étrangères ont été en forte hausse, en particulier les valeurs américaines, qui ont été tirées en avant par la hausse de Wall Street.

Sur le marché de l'or, il y a eu une forte hausse, marquant une remontée de l'or.

LONDRES

La hausse se ralentit

Le mouvement de hausse des actions britanniques s'est ralenti hier. Le marché a connu une pause et s'est consolidé. Le marché est donc resté campé sur ses positions de la veille, marquant à la Bourse de Londres, et l'indicateur statistique n'a pratiquement pas varié.

Cela ne signifie pourtant pas absence de mouvement, même si une tentative de volée britannique n'a pas été reproduite. Le nombre de transactions a été en revanche très élevé, ce qui est un signe de la poursuite de la hausse.

Le matériel électrique est resté en forte hausse, tandis que l'immobilier a subi une correction. Les plus sévères ont été les valeurs de la construction et de l'énergie.

Les valeurs étrangères ont été en forte hausse, en particulier les valeurs américaines, qui ont été tirées en avant par la hausse de Wall Street.

Sur le marché de l'or, il y a eu une forte hausse, marquant une remontée de l'or.

NEW-YORK

La hausse se ralentit

Le mouvement de hausse des actions américaines s'est ralenti hier. Le marché a connu une pause et s'est consolidé. Le marché est donc resté campé sur ses positions de la veille, marquant à la Bourse de New-York, et l'indicateur statistique n'a pratiquement pas varié.

Cela ne signifie pourtant pas absence de mouvement, même si une tentative de volée américaine n'a pas été reproduite. Le nombre de transactions a été en revanche très élevé, ce qui est un signe de la poursuite de la hausse.

Le matériel électrique est resté en forte hausse, tandis que l'immobilier a subi une correction. Les plus sévères ont été les valeurs de la construction et de l'énergie.

Les valeurs étrangères ont été en forte hausse, en particulier les valeurs américaines, qui ont été tirées en avant par la hausse de Wall Street.

Sur le marché de l'or, il y a eu une forte hausse, marquant une remontée de l'or.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

RECHERCHE-CHIMIE-ROCHELLE — Le chiffre d'affaires consolidé du premier semestre de 1979 s'est élevé à 10 400 millions de francs contre 10 300 millions en 1978.

DAET INDUSTRIES — Pour le premier semestre de 1979, le groupe annonce un chiffre d'affaires consolidé de 10 400 millions de francs contre 10 300 millions en 1978.

THOMSON-CF — Le chiffre d'affaires consolidé du premier semestre de 1979 s'est élevé à 10 400 millions de francs contre 10 300 millions en 1978.

L.T.T. — Le chiffre d'affaires consolidé du premier semestre de 1979 s'est élevé à 10 400 millions de francs contre 10 300 millions en 1978.

INDICES QUOTIDIENS

(BASE 100 = 29 déc. 1978)

Indice général : 111,4

Indice des valeurs étrangères : 111,4

Indice des valeurs américaines : 111,4

COURS DU DOLLAR A TOKYO

1 dollar (en yen) : 216,75

BOURSE DE PARIS - 8 AOUT - COMPTANT

3 %	110,50	110,50	3 %	110,50	110,50	3 %	110,50	110,50	3 %	110,50	110,50
4 %	111,00	111,00	4 %	111,00	111,00	4 %	111,00	111,00	4 %	111,00	111,00
5 %	111,50	111,50	5 %	111,50	111,50	5 %	111,50	111,50	5 %	111,50	111,50
6 %	112,00	112,00	6 %	112,00	112,00	6 %	112,00	112,00	6 %	112,00	112,00
7 %	112,50	112,50	7 %	112,50	112,50	7 %	112,50	112,50	7 %	112,50	112,50
8 %	113,00	113,00	8 %	113,00	113,00	8 %	113,00	113,00	8 %	113,00	113,00
9 %	113,50	113,50	9 %	113,50	113,50	9 %	113,50	113,50	9 %	113,50	113,50
10 %	114,00	114,00	10 %	114,00	114,00	10 %	114,00	114,00	10 %	114,00	114,00
11 %	114,50	114,50	11 %	114,50	114,50	11 %	114,50	114,50	11 %	114,50	114,50
12 %	115,00	115,00	12 %	115,00	115,00	12 %	115,00	115,00	12 %	115,00	115,00
13 %	115,50	115,50	13 %	115,50	115,50	13 %	115,50	115,50	13 %	115,50	115,50
14 %	116,00	116,00	14 %	116,00	116,00	14 %	116,00	116,00	14 %	116,00	116,00
15 %	116,50	116,50	15 %	116,50	116,50	15 %	116,50	116,50	15 %	116,50	116,50
16 %	117,00	117,00	16 %	117,00	117,00	16 %	117,00	117,00	16 %	117,00	117,00
17 %	117,50	117,50	17 %	117,50	117,50	17 %	117,50	117,50	17 %	117,50	117,50
18 %	118,00	118,00	18 %	118,00	118,00	18 %	118,00	118,00	18 %	118,00	118,00
19 %	118,50	118,50	19 %	118,50	118,50	19 %	118,50	118,50	19 %	118,50	118,50
20 %	119,00	119,00	20 %	119,00	119,00	20 %	119,00	119,00	20 %	119,00	119,00
21 %	119,50	119,50	21 %	119,50	119,50	21 %	119,50	119,50	21 %	119,50	119,50
22 %	120,00	120,00	22 %	120,00	120,00	22 %	120,00	120,00	22 %	120,00	120,00
23 %	120,50	120,50	23 %	120,50	120,50	23 %	120,50	120,50	23 %	120,50	120,50
24 %	121,00	121,00	24 %	121,00	121,00	24 %	121,00	121,00	24 %	121,00	121,00
25 %	121,50	121,50	25 %	121,50	121,50	25 %	121,50	121,50	25 %	121,50	121,50
26 %	122,00	122,00	26 %	122,00	122,00	26 %	122,00	122,00	26 %	122,00	122,00
27 %	122,50	122,50	27 %	122,50	122,50	27 %	122,50	122,50	27 %	122,50	122,50
28 %	123,00	123,00	28 %	123,00	123,00	28 %	123,00	123,00	28 %	123,00	123,00
29 %	123,50	123,50	29 %	123,50	123,50	29 %	123,50	123,50	29 %	123,50	123,50
30 %	124,00	124,00	30 %	124,00	124,00	30 %	124,00	124,00	30 %	124,00	124,00
31 %	124,50	124,50	31 %	124,50	124,50	31 %	124,50	124,50	31 %	124,50	124,50
32 %	125,00	125,00	32 %	125,00	125,00	32 %	125,00	125,00	32 %	125,00	125,00
33 %	125,50	125,50	33 %	125,50	125,50	33 %	125,50	125,50	33 %	125,50	125,50
34 %	126,00	126,00	34 %	126,00	126,00	34 %	126,00	126,00	34 %	126,00	126,00
35 %	126,50	126,50	35 %	126,50	126,50	35 %	126,50	126,50	35 %	126,50	126,50
36 %	127,00	127,00	36 %	127,00	127,00	36 %	127,00	127,00	36 %	127,00	127,00
37 %	127,50	127,50	37 %	127,50	127,50	37 %	127,50	127,50	37 %	127,50	127,50
38 %	128,00	128,00	38 %	128,00	128,00	38 %	128,00	128,00	38 %	128,00	128,00
39 %	128,50	128,50	39 %	128,50	128,50	39 %	128,50	128,50	39 %	128,50	128,50
40 %	129,00	129,00	40 %	129,00	129,00	40 %	129,00	129,00	40 %	129,00	129,00
41 %	129,50	129,50	41 %	129,50	129,50	41 %	129,50	129,50	41 %	129,50	129,50
42 %	130,00	130,00	42 %	130,00	130,00	42 %	130,00	130,00	42 %	130,00	130,00
43 %	130,50	130,50	43 %	130,50	130,50	43 %	130,50	130,50	43 %	130,50	130,50
44 %	131,00	131,00	44 %	131,00	131,00	44 %	131,00	131,00	44 %	131,00	131,00
45 %	131,50	131,50	45 %	131,50	131,50	45 %	131,50	131,50	45 %	131,50	131,50
46 %	132,00	132,00	46 %	132,00	132,00	46 %	132,00	132,00	46 %	132,00	132,00
47 %	132,50	132,50	47 %	132,50	132,50	47 %	132,50	132,50	47 %	132,50	132,50
48 %	133,00	133,00	48 %	133,00	133,00	48 %	133,00	133,00	48 %	133,00	133,00
49 %	133,50	133,50	49 %	133,50	133,50	49 %	133,50	133,50	49 %	133,50	133,50
50 %	134,00	134,00	50 %	134,00	134,00	50 %	134,00	134,00	50 %	134,00	134,00
51 %	134,50	134,50	51 %	134,50	134,50	51 %	134,50	134,50	51 %	134,50	134,50
52 %	135,00	135,00	52 %	135,00	135,00	52 %	135,00	135,00	52 %	135,00	135,00
53 %	135,50	135,50	53 %	135,50	135,50	53 %	135,50	135,50	53 %	135,50	135,50
54 %	136,00	136,00	54 %	136,00	136,00	54 %	136,00	136,00	54 %	136,00	136,00
55 %	136,50	136,50	55 %	136,50	136,50	55 %	136,50	136,50	55 %	136,50	136,50
56 %	137,00	137,00	56 %	137,00	137,00	56 %	137,00	137,00	56 %	137,00	137,00
57 %	137,50	137,50	57 %	137,50	137,50	57 %	137,50	137,50	57 %	137,50	137,50
58 %	138,00	138,00	58 %	138,00	138,00	58 %	138,00	138,00	58 %	138,00	138,00
59 %	138,50	138,50	59 %	138,50	138,50	59 %	138,50	138,50	59 %	138,50	138,50
60 %	139,00	139,00	60 %	139,00	139,00	60 %	139,00	139,00	60 %	139,00	139,00
61 %	139,50	139,50	61 %	139,50	139,50	61 %	139,50	139,50	61 %	139,50	139,50
62 %	140,00	140,00	62 %	140,00	140,00	62 %	140,00	140,00	62 %	140,00	140,00
63 %	140,50	140,50	63 %	140,50	140,50	63 %	140,50	140,50	63 %	140,50	140,50
64 %	141,00	141,00	64 %	141,00	141,00	64 %	141,00	141,00	64 %	141,00	141,00
65 %	141,50	141,50	65 %	141,50	141,50	65 %	141,50	141,50	65 %	141,50	141,50
66 %	142,00	142,00	66 %	142,00	142,00	66 %	142,00	142,00	66 %	142,00	142,00
67 %	142,50	142,50	67 %	142,50	142,50	67 %	142,50	142,50	67 %	142,50	142,50
68 %	143,00	143,00	68 %	143,00	143,00	68 %	143,00	143,00	68 %	143,00	143,00
69 %	143,50	143,50	69 %	143,50	143,50	69 %	143,50	143,50	69 %	143,50	143,50
70 %	144,00	144,00	70 %	144,00	144,00	70 %	144,00	144,00	70 %	144,00	144,00
71 %	144,50	144,50	71 %	144,50	144,50	71 %	144,50	144,50	71 %	144,50	144,50
72 %	145,00	145,00	72 %	145,00	145,00	72 %	145,00	145,00	72 %	145,00	145,00
73 %	145,50	145,50	73 %	145,50	145,50	73 %	145,50	145,50	73 %	145,50	145,50
74 %	146,00	146,00	74 %	146,00	146,00	74 %	146,00	146,00	74 %	146,00	146,00
75 %	146,50	146,50	75 %	146,50	146,50	75 %	146,50	146,50	75 %	146,50	146,50
76 %	147,00	147,00	76 %	147,00	147,00	76 %	147,00	147,00	76 %	147,00	147,00
77 %	147,50	147,50	77 %	147,50	147,50	77 %	147,50	147,50	77 %	147,50	147,50
78 %	148,00	148,00	78 %	148,00	148,00	78 %	148,00	148,00	78 %	148,00	148,00
79 %	148,50	148,50	79 %	148,50	148,50	79 %	148,50	148,50	79 %	148,50	148,50
80 %	149,00	149,00	80 %	149,00	149,00	80 %	149,00	149,00	80 %	149,00	149,00
81 %	149,50	149,50	81 %	149,50	149,50	81 %	149,50	149,50	81 %	149,50	149,50
82 %	150,00	150,00	82 %	150,00	150,00	82 %	150,00	150,00	82 %	150,00	150,00
83 %	150,50	150,50	83 %	150,50	150,50	83 %	150,50	150,50	83 %	150,50	150,50
84 %	151,00	151,00	84 %	151,00	151,00	84 %	151,00	151,00	84 %	151,00	151,00
85 %	151,50	151,50	85 %	151,50	151,50	85 %	151,50	151,50	85 %	151,50	151,50
86 %	152,00	152,00	86 %	152,00	152,00	86 %	152,00	152,00	86 %	152,00	152,00
87 %	152,50	152,50	87 %	152,50	152,50	87 %	152,50	152,50	87 %	152,50	152,50
88 %	153,00	153,00	88 %	153,00	153,00	88 %	153,00	153,00	88 %	153,00	153,00
89 %	153,50	153,50	89 %	153,50	153,50	89 %	153,50	153,50	89 %	153,50	153,50
90 %	154,00	154,00	90 %	154,00	154,00	90 %	154,00	154,00	90 %	154,00	154,00
91 %	154,50	154,50	91 %	154,50	154,50	91 %	154,50	154,50	91 %	154,50	154,50
92 %	155,00	155,00	92 %	155,00	155,00	92 %	155,00	155,00	92 %	155,00	155,00
93 %	155,50	155,50	93 %	155,50	155,50	93 %	155,50	155,50	93 %	155,50	155,50
94 %	156,00	156,00	94 %	156,00	156,00	94 %	156,00	156,00	94 %	156,00	156,00
95 %	156,50	156,50	95 %	156,50	156,50	95 %	156,50	156,50	95 %	156,50	156,50
96 %	157,00	157,00	96 %	157,00	157,00	96 %	157,00	157,00	96 %	157,00	157,00
97 %	157,50	157,50	97 %	157,50	157,50	97 %	157,50	157,50	97 %	157,50	157,50
98 %	158,00	158,00	98 %	158,00	158,00	98 %	158,00	158,00	98 %	158,00	158,00
99 %	158,50	158,50	99 %	158,50	158,50	99 %	158,50	158,50	99 %	158,50	158,50
100 %	159,00	159,00	100 %	159,00	159,00	100 %	159,00	159,00	100 %	159,00	159,00

